

Prix de l'abonnement d'un an :

Pour la France : 6 fr

Pour l'étranger : 8 fr.

Prix : 0.50

La Transylvanie

PUBLICATION BI-MENSUELLE



COMITÉ DE PATRONAGE

MM.

Caius BREDICEANU, Conseiller au ministère des Affaires Etrangères de Roumanie ;

Jean CRUPPI, député, ancien ministre ;

Paul DESCHANEL, de l'Académie Française, président de la Chambre ;

Chevalier J. de FLONDOR, ministre de Bucovine ;

Henri FRANKLIN-BOUILLON, ancien ministre, député, président de la commission parlementaire des Affaires étrangères.

Etienne FOURNOL, secrétaire général du parlement interallié ;

Ed. HERRIOT, ancien ministre, maire de Lyon, député ;

G. HERVÉ, directeur de "La Victoire"

Général Dém. ILIESCO, ancien chef de l'Etat-Major Général des Armées roumaines ;

MM.

De KERGUEZEC, député ;

G. LACOUR-GAYET, membre de l'Institut président du comité France-Roumanie.

Général de LACROIX, ancien vice-président du conseil supérieur de la guerre.

Paul LABBÉ, secrétaire général de l'Effort de la France et de ses alliés.

R.-G. LÉVY, membre de l'Institut, professeur à l'école des Sc. Politiques ;

Louis MARIN, député ;

Em. de MARTONNE, professeur à la Sorbonne ;

Henri MICHEL, sénateur.

Mario ROQ UES, professeur à la Sorbonne ;

Vasilii STROESCO, chef du mouvement national de Bessarabie ;

Albert THOMAS, ancien ministre, député.

D' A. de VAIDA-VOEVOD, ministre de Transylvanie ;

SOMMAIRE :

D. VAIDA-VOEVOD. — Les Roumains et les Chéquo-Slovaques	1
GENERAL D. ILIESCO. — L'énergie créatrice et la pensée humaine	3
C. LACEA. — L'unité spirituelle du peuple roumain	4
M. DJ. — Les Roumains sont-ils des réactionnaires?	10
N. BOGDAN. — La domination magyare et la Transylvanie	12
A. ESCA. — La Bâtrachomyomachie magyare	21
C. D. MAVRODIN. — Le traité de Bucarest d'août 1916, le Banat et les Coutzo-Valaques	24
J. DE VILLARS. — Nos amitiés	27
A. ANDRE. — Le comte de Chambord dans le Banat	29
NOTES ET DOCUMENTS	32
LIVRES, CONFÉRENCES ET ARTICLES sur la Roumanie	37

Rédaction et Administration :

34, Rue des Vignes. — PARIS — Téléphone : Auteuil 17-67

La Presse et le Mouvement roumain

CE QUE PENSE DE L'AVANCE ROUMAINE
LE GÉNÉRAL ILLIESCO

(Bonsoir 28 avril 1919)

Que devons-nous penser de l'avance roumaine?

L'objectif est-il Budapest?

Nous sommes allés le demander à l'ancien généralissime roumain, le général Illiesco.

C'est une figure parisienne, désormais, que la sienné. La France est devenue son pays d'adoption. Il lui voue un culte fait, en partie, de souvenirs et, aussi d'espérances. Ancien élève de l'École polytechnique il connut autrefois, au Quartier Latin, nombre de politiciens en herbe. Les plus lettrés — car sa culture est vaste — l'intéressèrent particulièrement.

Dans sa chambre du Grand-Hôtel, où il vit parmi ses bouquins et ses cartes, le général nous reçoit. Ses yeux sont vifs, et ses cheveux, qu'il porte en brosse, blanchissent à peine. Il a — la chose est plus rare qu'on ne le croit — la voix de son regard, une voix aiguë et pénétrante.

Il nous dit : « Le traité de Bucarest signé en août 1916, attribuait à la Roumanie le Banat dans sa totalité, la Transylvanie et le Marmaros.

« Quand l'armistice fut signé, au lieu de nous permettre d'occuper ces territoires en créa des lignes de démarcation qui ne trouvaient pas leur bien en deçà.

« Nous protestâmes, auprès du Général le 10 mai. Le résultat fut qu'on nous autorisa à traverser nos troupes dans les limites autorisées par le traité.

« Entre temps, les Hongrois ayant ouvert la voie aux troupes bolchevistes, on décida d'envoyer le général Smuts négocier avec eux.

« On sait que le général Smuts ne fut pas heureux dans sa mission. On nous renouvela donc l'autorisation de faire avancer nos troupes.

« Mais croyez bien — et le général insiste sur ce point — qu'à mon

avis, elles n'ont point Budapest comme objectif, qu'elles ne se précipitent, en aucune façon, à une offensive et se proposent uniquement d'occuper le territoire qui nous est venu aux termes du traité de Bucarest.

En terminant, notre interlocuteur nous déclare que la seule politique pour la Roumanie est de s'affirmer de plus en plus à ce cercle d'activité continentale de la France...

JACQUES DUVESNOY

LA QUESTION DU BANAT

(La France, 11 mai 1919)

Les frontières de la Hongrie ont été examinées par le conseil de la Cinq qui paraît-il, s'est rallié à la solution adoptée par la commission.

Au sujet de cette solution, certains renseignements fournis par des sources sérieuses semblent avoir fait étranges.

En ce qui concerne le Banat, les conclusions de la commission seraient, à deux points de vue, rigoureusement inadmissibles. D'abord ces conclusions tendraient à enlever aux Roumains une partie du Banat sous prétexte de créer des avantages stratégiques en face de Belgrade, sur la rive gauche du Danube.

Pour faire entrer la Roumanie dans la guerre, la France et les alliés ont dû parler de la Roumanie. On nous a offert avec la Roumanie un traité qui nous aurait donné la totalité du Banat. Il nous a été refusé. Alors, comment notre signature? Nous nous sommes passés pour la faute de la Roumanie. La Roumanie, elle, à ses engagements, nous devons maintenant payer. Nous le devons de la façon la plus absolue et sans nous laisser influencer par quoi que ce soit. D'ailleurs à force de marcher à notre parole à force de méconnaître les peuples qui sont à l'orient, à force de leur paraître faibles, nous allons les laisser, perdre

BALPSE

Nr. 23+25 1919

La Transylvanie

PUBLICATION BI-MENSUELLE

LES ROUMAINS ET LES TCHÉCO-SLOVAQUES

M. Alexandre Vaïda-Voévod, ministre de Transylvanie dans le gouvernement roumain, ancien député au Parlement de Budapest et chef de la délégation transylvaine pour les négociations de paix à Paris, a accordé récemment au correspondant d'un journal tchéco-slovaque une interview où il expose les sentiments des hommes politiques roumains de Transylvanie envers la république récemment créée et les relations qui s'imposent à l'avenir entre les deux peuples.

Nous avons les meilleurs sentiments, a-t-il déclaré, envers la république tchéco-slovaque. Cette affirmation est pour moi, non l'expression d'un devoir de politesse envers un Etat ami, mais l'écho de ma profonde conviction. Des arguments? Y en a-t-il de plus évidents que les manifestations des deux peuples pendant la guerre mondiale? Toutes les fois qu'un Tchéco-Slovaque et un Roumain se sont rencontrés sur le champ de bataille, ils se sont rendus compte qu'ils sont obligés de passer sous les mêmes fourche caudines, fussent-elles autrichiennes ou hongroises. Quoi de plus logique dans cette situation que d'unir leurs efforts pour se délivrer de l'esclavage commun?

Je suis au courant des manifestations du peuple tchèque envers les Roumains. Je connais l'ardente sympathie que les Tchéco-Slovaques ont témoigné aux soldats roumains à Prague, à Brno et dans les autres villes, qui se trouvent à juste titre aujourd'hui entre leurs mains. On m'a rapporté, et j'en ai pris connaissance avec la plus vive satisfaction, qu'on a tout fait pour rendre moins dur l'esclavage des soldats roumains dans les hôpitaux et les casernes de Prague, par exemple, grâce à des amis dévoués à notre cause, comme l'abbé Zavoral (Strachov), ou M. le D^r Ian Urban Iarnik, professeur de Prague. Les légionnaires roumains de Prague, qui ont prêté, eux aussi, leur concours à la révolution tchèque, en refusant d'obéir quand on leur a ordonné de tirer contre les sokolistes et les soldats tchèques qui s'étaient déclarés pour

la république tchéco-slovaque, ont reçu l'hospitalité des autorités jusqu'au moment où il leur fut possible de retourner dans leur propre patrie, laquelle venait elle aussi de renaître. Ils ne trouvent tous que des paroles d'éloge quand ils parlent du peuple tchèque.

Je sais que le drapeau roumain flotte à la place d'honneur dans les rues des villes tchèques à côté des drapeaux des Etats de l'Entente. On m'a dit, et j'en ai pris connaissance avec la plus vive satisfaction, que les intellectuels de la République tchéco-slovaque se sont constitués en une véritable phalange, qui poursuit le rapprochement spirituel de nos deux peuples. Je puis vous donner l'assurance que la même tendance existe également dans nos rangs.

Quand des hommes, comme MM. le professeur D^r Kadlec écrit un volume remarquable, couronné par l'Académie tchèque, sur le droit ancien du peuple roumain, M. le professeur U. Iarnik recueille et commente le folklore roumain ou bien écrit avec son fils, le D^r Hertwig Iarnik, des études philologiques concernant notre langue, cette attention particulière trouvera, et a déjà trouvé, un écho profond dans nos cœurs. Le nom de Tchèque ou de Slovaque jouit chez nous de la plus grande estime.

M. Vaida Voévod se rappelle les nombreuses relations d'amitié qu'il s'était faites pendant sa vie universitaire, quand les étudiants roumains et tchéco-slovaques poursuivaient ensemble le même idéal de liberté et d'union nationale. Pourrait-on les oublier aujourd'hui? Au contraire, dit-il, nous nous souvenons des heures difficiles que nous avons traversées, et nous serrons davantage nos rangs. Et nous pouvons le faire d'autant plus facilement, que les hommes politiques tchèques ont fait dernièrement des déclarations propres à cimenter nos relations avec eux. Je connais personnellement les représentants du peuple tchéco-slovaque à Paris, le D^r Kramarcz et le D^r Benès. L'accord le plus parfait règne entre nous.

Les journaux roumains ont publié quelques interviews de personnalités tchèques. Je vous assure que les sentiments de sympathie envers nous, exprimés par les hommes politiques tchèques, ont trouvé le plus profond écho dans les masses des lecteurs roumains.

Tant mes compagnons de travail que moi, de même que le D^r Jules Maniu qui est à notre tête, nous apprécions à leur juste valeur ces signes du temps et nous faisons de sérieux efforts pour rendre cette sympathie agissante, en tâchant d'organiser la collaboration des deux nouveaux Etats dans leur intérêt commun et pour le bien de l'humanité.

D^r VAIDA-VOÉVOD.

L'Énergie créatrice et la pensée humaine

Depuis quelques jours les cercles scientifiques les plus compétents sont saisis par les nouvelles idées sur l'organisation de l'Univers, de la vie et de la pensée humaine développées dans un ouvrage : « L'Énergie Créatrice et la Pensée humaine », qui vient de paraître (1).

Son auteur, le capitaine Stéfan Christesco est assez connu par ses théories, synthèses énergétiques sur la vie et sur l'âme, qu'il a soutenues, en 1913, à la tribune de la Sorbonne, dont s'est occupé, avec un vif intérêt, toute la presse scientifique, ainsi que par bien d'autres ouvrages.

Des savants, professeurs universitaires et d'illustres membres de l'Institut de France, ont félicité alors et à présent, l'auteur pour ses idées qu'ils considèrent ingénieuses, aussi je tiens, en qualité d'ami de l'auteur, à lui rendre mon hommage, en attirant l'attention de tous ceux qui s'intéressent à ces questions de haute spéculation scientifique et philosophique dans lesquelles il se relève avec une abondance de connaissances, non seulement dans le domaine philosophique, mais aussi dans celui de toutes les sciences actuelles.

Toutes les importantes questions sur l'origine de l'Univers, sur la synthèse de l'âme et surtout sur la synthèse de la pensée humaine, à côté de celles d'une grande valeur scientifique, sur la nature et la propagation de la lumière, sont soulevées, exposées et soutenues, par mon savant ami, à la science duquel il faudra rendre justice, en faisant une place d'honneur dans l'encadrement des progrès scientifiques modernes, à toutes les innovations et les interprétations qu'il soulève.

En me rappelant, du temps de mes études à l'École Polytechnique, les difficultés soulevées par mes éminents professeurs sur la géométrie euclidienne qui, depuis, comme avant, ont préoccupé l'esprit des plus illustres savants de France et de l'étranger, je me vois obligé de mettre en évidence, avec beaucoup d'enthousiasme, combien est grand le mérite de mon savant compatriote pour la lumière qu'il jette sur cette importante question et sur l'hyperespace, en général.

Les axiomes et le postulatum d'Euclide qui forment le fondement des sciences modernes, dont la démonstration était considérée comme

(1) L'ouvrage est édité par l'auteur, rue Victorien-Sardon, n° 7, Paris (16°).

inabordable sont mis en évidence par des discussions d'une haute compétence, par ce que l'auteur appelle l'adaptation évolutive et leur conception est ramenée à l'évolution de la pensée humaine où l'auteur excelle par la profusion de ses idées, qui sont vraiment ingénieuses.

En discutant l'importante question de l'espace géométrique et de l'organisation de l'Univers, l'auteur met en évidence avec une extrême logique, l'existence de deux autres états de la matière soit : un état primordiale anti-éthérique qu'il appelle *état cosmogène* et l'état actuel de la substance vivante, qu'il appelle *état vivant*. Il relie la pensée humaine à l'organisme humain et attache celui-ci, par ses théories énergétiques à l'origine du premier état de la matière en formant ainsi, une lignée continue dans l'évolution, qu'il définit: « *La lignée cosmique de la pensée humaine* ». Toutes ces théories sont vraiment intéressantes et au-dessus de tout éloge qu'on doit lui faire.

L'ouvrage du capitaine Stéfan Christescò, non seulement contient des nouveaux principes sur la nature et la propagation de la lumière, par rapport à l'organisation psychoénergétique de l'organe visuel, mais il est encore plein d'enseignements nouveaux, très utiles au point de vue de la philosophie scientifique.

C'est une œuvre de nouvelles révélations dans tous les domaines des sciences et les félicitations que certains savants lui ont envoyées sont bien méritées.

Général D. ILIESCO,

*Ancien chef du grand Etat Major
des armées roumaines.*

L'UNITE SPIRITUELLE DU PEUPLE ROUMAIN

Cedant arma togae.

Le souffle de la liberté parcourt l'univers et les peuples opprimés recouvrent leur indépendance. Sous peu, le peuple roumain sera uni politiquement dans un Etat qui, par sa position géographique et par les inépuisables richesses du sol, disposera de toutes les ressources qui facilitent le développement intellectuel d'un peuple. La nation roumaine aura dorénavant la liberté de se cultiver dans sa propre langue et de vivre selon son caractère ethnique, conservé intact, malgré toutes

les vicissitudes du passé, dans chaque coin du monde, où se trouvent des groupement ethniques de race roumaine.

Ce qu'il importe désormais, c'est que nous, les *beati possidentes* tâchions d'adapter, en utilisant tous les moyens d'ordre politique, économique et social, l'organisme tout entier à l'esprit nouveau et de lui donner son unité spirituelle. Que cette unité nous manque, ce n'est pas étonnant. Au contraire, il faut s'étonner du fait que bien que les Roumains aient été séparés de tout temps en diverses formations d'Etat et que même l'existence du royaume roumain libre ne date que d'une époque récente, la conscience de leur unité nationale soit si vive parmi eux et qu'ils aient gardé encore leur langue, leurs mœurs traditionnelles, en un mot leur individualité ethnique. Les influences étrangères ne se ressentent pas autant qu'on pourrait le croire. Quand on se rend bien compte de tout cela, on ne peut ne pas admirer la vitalité de la race roumaine.

Les choses se présentant ainsi, la tâche de ceux auxquels il incombe de parfaire l'unité de la culture du peuple roumain n'est pas trop difficile, parce qu'il ne s'agit pas de tout refaire, mais plutôt d'unifier, de compléter, d'adapter. Mais cela ne veut pas dire qu'il nous soit permis d'abandonner cette question si importante au hasard. Au contraire, il faut que nous nous mettions à l'œuvre, et de toutes nos forces.

Analysons un peu l'état intellectuel du peuple roumain à l'heure qu'il est. Tout d'abord, nous avons le droit et le devoir d'étendre notre attention, quand il s'agit de l'unité spirituelle du peuple roumain, sur tous les groupements ethniques de race roumaine, qu'ils soient ou non englobés dans le royaume de Roumanie, tels les Macédo-Roumains, etc., car en dehors du royaume roumain, il y aura un peu plus d'un million et demi de Roumains vivant dans divers autres Etats.

Tous les Roumains, y compris les uniates de la Transylvanie, pratiquent dans leurs églises, le rite grec. Malheureusement, on ne peut constater la même unité dans la langue liturgique, car, excepté les Eglises roumaines de Transylvanie, dans toutes les autres on emploie encore la langue du pays, tel le russe dans les Eglises roumaines de Russie, le grec dans celles de la Grèce, de la Macédoine, de l'Albanie, le serbe dans les Eglises roumaines de la Serbie, etc., ce qui prouve un manque absolu de la liberté du culte. Il y a même une petite différence, presque insignifiante, entre la langue ecclésiastique de l'ancien royaume roumain et celle de la Transylvanie.

Sous un tout autre aspect se présente l'enseignement dans les divers pays. Si l'on compare le pourcentage des Roumains illettrés des différents pays, on constate que pendant qu'en Transylvanie il y a des départements avec 30 % d'illettrés, en Bucovine, pays roumain ravi et administré par les Autrichiens, il y en a 80 %, chiffre qui n'est surpassé que par le pourcentage des Roumains illettrés de l'empire des Tzars. Bornons-nous à constater cela, avec beaucoup de regret sans en chercher l'explication et sans accuser ni les gouvernements oppresseurs ni les dirigeants des affaires publiques de l'ancien royaume roumain. Il ne s'agit plus maintenant de récriminer, mais de compléter, de remplir des lacunes, de construire.

Le peuple roumain qui compte plus de 14 millions d'âmes n'a que deux Universités : celles de Bucarest et de Jassy. Les 4 millions de Roumains d'Autriche-Hongrie ont dû assister à la frustration du sentiment d'équité et à la violation du droit des gens en voyant se fonder, dans leur sein, une Université hongroise à Cluj et une autre allemande à Cernautii, dans cette partie de la Moldavie qui, après le rapt honteux accompli en 1775, reçut le nom de Bucovine.

Passons aux écoles secondaires. Nous en trouvons partout, excepté en Russie et en Serbie; mais, nulle part en rapport avec la population roumaine. Nous n'avons qu'à rappeler à nos lecteurs, qu'en Transylvanie il y a un lycée par million d'habitants, alors que, comme le remarque très instructivement M. Emmanuel Antonesco, le peuple finlandais, avec 2.800.000 habitants, sous l'autocratie russe, avait 160 gymnases et écoles secondaires et deux Universités. Le nombre des écoles secondaires serait beaucoup plus grand dans les pays subjugués, si les Roumains avaient eu la liberté d'en fonder, quand ils le demandaient. Le refus du gouvernement était toujours catégorique, et les motifs manquaient de dignité et d'équité. Toutes les écoles secondaires des divers pays habités par les Roumains préparaient leurs élèves pour l'Université. Mais leur programme n'était pas le même, car celui des écoles secondaires de la Hongrie devait se conformer au programme des écoles de l'Etat hongrois, et, par conséquent, servir les intérêts de la culture hongroise, pendant qu'en Autriche tout était organisé pour servir la germanisation de la population. A côté des écoles secondaires, il y aussi des écoles spéciales de commerce, d'industrie, etc.

La même différence, même plus grande encore, existe entre les écoles primaires et maternelles des divers pays. Les gouvernements se comportaient en criminels, en cherchant à former l'esprit des petits élèves conformément à leurs intentions de dénationalisation. Seules, les

écoles de l'ancien royaume roumain faisaient, évidemment, œuvre d'éducation nationale et vraiment humanitaire.

Il nous reste maintenant à examiner l'état des autres moyens de culture intellectuelle dans les divers pays habités par les Roumains. Quant au théâtre, à ce foyer artistique par excellence, ce n'était que l'ancien royaume qui possédait des troupes stables, pendant que les Roumains de Transylvanie, par exemple, durent se contenter de créer et d'alimenter un fonds propre à entretenir une troupe, en sollicitant toujours sans résultat du gouvernement hongrois la permission d'employer leur propre fonds, dans l'intérêt de leur éducation nationale. Les troupes de dilettantes, qui recevaient de temps à autre l'autorisation de jouer des pièces de théâtre en langue roumaine, ne pouvaient, forcément, faire œuvre complète. Pour l'instruction du peuple et de la classe moyenne par des conférences, des associations culturelles, des bibliothèques, etc., on n'a fait assez, ni dans les pays subjugués, où les gouvernements respectifs cherchaient à entraver chaque manifestation intellectuelle, ni dans le royaume libre où, soyons francs, on négligeait ces moyens de civilisation si efficaces. Tout autre est le rapport entre la presse du royaume libre et celle des pays subjugués. Comme les Roumains opprimés ne savaient pas ce que voulait dire la liberté de la parole, il est bien explicable que le nombre de leurs journaux fût restreint et les bons journalistes fussent rares.

On comprend qu'outre les différences de culture entre les diverses provinces, on constate la même différence de degrés de culture dans toutes les régions de la même province, ni l'administration, ni les rapports économiques n'étant nulle part les mêmes. Devant cet état de choses, on se demande ce qu'il y a à faire pour réaliser l'unité spirituelle du peuple roumain.

Commençons tout d'abord par l'église, cette forte digue contre les essais de dénationalisation du peuple roumain. L'unité des deux Eglises, orthodoxes et uniate, doit former l'objet d'études très approfondies de tout Roumain que la prospérité du peuple intéresse. Or, justement, parce que la question est d'une grande importance, et comme l'essai de réaliser une réforme radicale sur ce terrain délicat trouverait à présent, à ce qu'il paraît, les esprits insuffisamment préparés et partant peu accessibles, pour le moment, il n'y faut pas toucher. Ce qu'il y aurait à faire dès à présent, le rite étant le même dans les deux églises, ce serait d'étudier un projet pour unifier la langue liturgique et la langue des livres ecclésiastiques.

Un terrain vaste pour des réformes s'offre, au contraire, dès main-

tenant : l'école. Or, ce n'est pas seulement par la différence des programmes acceptés dans les diverses provinces roumaines que les réformes s'imposent, mais plutôt par l'esprit nouveau résultant du cataclysme que vient de traverser le monde. Pensons tout d'abord à la réforme agraire qui entraîne au premier chef la modification de l'enseignement agricole. Le programme des écoles primaires de nos agglomérations rurales devra être conçu d'après une orientation nouvelle, afin de retenir à la campagne ceux qui y sont nés, maintenir dans leur cœur l'amour de la terre. Que de problèmes encore pose ce programme que le cadre restreint d'un article ne permet même pas d'effleurer !

Pour atteindre notre but, il faut d'abord unifier les différents genres d'écoles, sans jamais perdre de vue, comme d'ailleurs dans toute réforme, notre caractère ethnique et nos besoins. Quant au programme, il faut de même qu'il soit, dans ses traits fondamentaux, le même pour tout le pays, tout en tenant compte des rapports économiques et surtout ethnographiques des diverses régions. Une fois le programme unifié, il s'ensuit, et cela sera un fort appui à notre travail que des élèves d'une région iront suivre leurs études dans un lycée d'une autre région, où ils auront des camarades des différentes contrées et de diverses conditions. Pendant les grandes vacances, on enverra des colonies scolaires d'une région à l'autre. Ce va-et-vient aura, sans doute comme résultat, une connaissance profonde de notre individualité ethnique, de nos qualités et de nos défauts, les jeunes gens arriveront, sans même s'en rendre compte, à aimer leur pays et à tâcher de lui être utile.

Passons maintenant aux autres moyens d'instruction. Jusqu'à ce qu'il y ait des troupes de théâtre stables dans tous les centres, on se contentera des représentations données par des dilettantes et surtout par des troupes des différents théâtres existant déjà qui se déplaceront de temps à autre pour jouer en province. Le commencement en a été déjà fait en Transylvanie. La population affranchie du joug barbare a maintenant le plaisir d'entendre sur la scène la belle langue employée dans les théâtres du royaume et des pièces classiques édifiantes. Quel beau rôle n'auront pas les conférenciers qui voudront contribuer à l'accomplissement de l'unité spirituelle du peuple roumain ! Le gouvernement et les associations d'éducation auront le devoir de les engager à aller parler à la campagne aux paysans, dans les villes aux travailleurs, à la classe cultivée, de l'histoire de notre peuple, de notre littérature, des questions d'hygiène, d'agriculture, etc. Il faudra fonder partout des bibliothèques, organiser des salles de lecture et chercher

à développer le goût de la lecture. Jusqu'à ce qu'on ait une bibliothèque dans chaque commune, on suivra le système appliqué en Transylvanie, qui consiste à se servir de bibliothèques ambulantes. Chaque département en possédait un certain nombre et chaque commune, à tour de rôle, en gardait une pour quelques semaines. Ce système, très efficace, n'étant pas trop coûteux, pourrait très bien être tout de suite mis en pratique. Enfin, qui ne comprend la grande importance qui revient à la presse libre dans l'œuvre d'unification de la culture d'un peuple? Le gouvernement, les banques, les associations ne tarderont pas à venir en aide aux journaux bien rédigés pour leur donner la possibilité d'être répandus partout à un prix convenable. On organisera dans chaque commune une salle de lecture où l'on pourra trouver les meilleurs journaux et revues.

Le plan d'action que nous venons d'exposer ne pourra, cela va sans dire, être appliqué dans tous ses détails que dans l'Etat roumain. Malgré tout, si les Etats étrangers qui engloberont des groupements roumains donnent, sous la surveillance de la Société des Nations, la pleine autonomie scolaire et ecclésiastique à tous leurs sujets, ce que, du reste, les deux gouvernements serbe et grec avaient, en 1913, consenti à faire, on n'entendra dans les églises et dans les écoles roumaines de partout que la langue roumaine, rien n'empêchera le libre développement ethnique de tous les Roumains, on aura partout des écoles de tous genres selon les besoins de la population, des troupes de théâtre pourront donner des représentations partout, des conférenciers pourront être envoyés de tous les côtés; les livres, les journaux, les revues pénétreront partout, en un mot, l'unité spirituelle ne tardera pas à s'accomplir. Quand ces rapports seront établis entre la patrie-mère et les Roumains se trouvant dans d'autres Etats, combien de jeunes gens iront faire leur stage dans des pays habités par des Roumains comme instituteurs, comme professeurs, comme conférenciers, journalistes, voire même comme prêtres, pour contribuer à l'accomplissement de l'unité spirituelle du peuple roumain. De même, des jeunes gens roumains de Serbie, de Grèce, d'Ukraine et d'autres pays viendront suivre leurs études ou faire leur stage comme professeurs, journalistes, etc., en Roumanie. Il arrivera certainement que des étudiants, des instituteurs, des professeurs trouveront qu'il sera fort utile et en même temps intéressant de passer quelques années en Amérique. Le gouvernement ne manquera pas de leur faciliter le déplacement et de leur faire possible le séjour à l'étranger.

On voit bien de tout ce qui précède, que l'action d'unification

spirituelle du peuple roumain doit être menée en première ligne sur le terrain de la langue, le plus fort appui de notre individualité ethnique, dans le passé et dans l'avenir, et la preuve la plus sûre de notre latinité. Cette affinité nous indique en même temps que pour atteindre notre but, il faut que nous, qui venons d'être affranchis, rompions avec le passé, pour nous débarrasser de toute influence germanique pour purifier notre mentalité et que en suivant l'exemple de nos frères de l'ancien royaume de Roumanie, nous tournions vers les peuples latins et surtout vers la France, afin que notre unité spirituelle, qui fortifiera notre conscience ethnique, soit garantie par le génie latin.

CONSTANTIN LACEA,

docteur ès-lettres,

Professeur à Brashov (Transylvanie).

Les Roumains sont-ils des réactionnaires ?

BCU Cluj / Central University Library Cluj
(*Bulletin d'Informations Roumaines, 27 mai 1919.*)

Nous lisons dans le *Manchester Guardian* du 15 mai, un article où, tout en accusant les Alliés de « s'identifier dans l'Est de l'Europe avec la réaction », ce journal les accuse, entre autres, de s'être fait en Roumanie « les alliés des boyards, des grands propriétaires fonciers, des oppresseurs des paysans ».

.....

Nous nous bornons à l'ancienne Roumanie d'avant-guerre, et nous disons que le reproche qu'on lui fait est pour le moins injuste.

Certes, il y a, et il y a eu jusqu'à ces derniers jours, un grave problème social à résoudre en Roumanie. Mais quel est le pays qui n'ait pas une question sociale ?

Les données du problème étaient encore singulièrement aggravées en Roumanie par des circonstances historiques qui ont été complètement indépendantes de la volonté du peuple roumain. C'est ainsi que la Roumanie moderne a hérité d'une structure économique peu favorable à une solution largement libérale de la question sociale: les « latifundia »,

les grands domaines ruraux, ont constitué un défaut de l'organisation économique du pays et ont posé un grave problème de répartition des terres.

Seulement, la solution qu'on a donnée en Roumanie à ce problème est d'autant plus méritoire, que les difficultés à vaincre étaient plus grandes, que toutes les classes sociales se sont spontanément décidées à faire les plus grands sacrifices en vue d'une résolution aussi libérale que possible de la question rurale et qu'enfin — *et surtout* — la solution qui a été appliquée est une des plus largement démocratiques que l'on ait jamais donnée à ce problème.

Une véritable révolution, qui a bouleversé de fond en comble les relations des classes sociales et qui a transmis le pouvoir politique et social à la classe paysanne, vient de se dérouler pacifiquement en Roumanie.

Cette révolution a deux aspects : l'un politique, l'autre social.

Au point de vue politique, la classe détenant le pouvoir y a spontanément renoncé de sa propre initiative et sans même une pression du dehors en faveur de la classe qui constitue l'immense majorité du pays : elle vient d'instituer le suffrage universel sans exception aucune, égal, secret, obligatoire, avec représentation proportionnelle des minorités. De ce fait, la Roumanie est devenue un des États les plus démocratiques de l'Europe.

Au point de vue social, une immense révolution vient aussi de se produire. On a exproprié, en effet, toutes les grandes propriétés rurales du pays, *au profit des paysans, contre le paiement d'un prix fixé à l'avantage de ces derniers*. Le maximum permis de propriété rurale reste fixé par la loi à 500 Ha. Le minimum intangible à 100 Ha. Toutes les propriétés des particuliers de 100 à 500 Ha ont été expropriées selon une échelle progressive de façon à ce qu'aucune ne puisse dépasser dorénavant le maximum établi. D'un autre côté, toutes les propriétés constituant les domaines des personnes morales de l'État et de la Couronne, ont été expropriées entièrement.

De ce fait, deux millions et demi d'hectares ont été transmis d'un seul coup aux paysans.

Et cette immense réforme a été faite avec un admirable ensemble de tout le pays, sans qu'aucune récrimination sérieuse se soit élevée de la part de ceux qui ont été expropriés, *qui ont été ainsi fortement frappés dans leurs fortunes, et qui — fait digne d'être retenu — ont très souvent été les initiateurs mêmes de la réforme*.

Quel est donc le pays où une révolution pareille pourrait se pro-

duire sans aucune secousse, avec l'assentiment et l'enthousiasme général?

En tout cas, le peuple qui l'a faite ne saurait — si l'on parle sérieusement — se voir attribuer le répugnant défaut de réactionnaire.

.

M. D.J.

La domination Magyare et la Transylvanie

I. — L'AUTONOMIE DE LA TRANSYLVANIE.

La politique chauvine magyare, décrétée comme dogme de gouvernement en Hongrie, à partir du dualisme, qui a sanctionné d'une manière définitive l'annexion de la Transylvanie par la Hongrie, a cherché à effacer de l'esprit du peuple roumain toutes les traces historiques, toutes les traditions et tous les rapports entre la population roumaine et la grande Principauté de Transylvanie. Les Hongrois ont complètement rayé de leurs livres d'histoire et de leurs manuels scolaires, le mot Transylvanie ou Transylvains. On n'admettait l'organisation d'aucune sorte d'institution ou d'association publique portant ce nom; les anciens noms étaient supprimés et mis hors d'usage, soit par des circulaires ministérielles, soit par des règlements de police, pour faire disparaître complètement jusqu'à la trace de ce nom abhorré par les Magyars. Ainsi une des institutions les plus anciennes de Transylvanie, nommée l'Association de Transylvanie pour la littérature et la culture du peuple roumain, fut obligée de changer son nom en omettant le nom de Transylvanie. Pourtant, aucune pression n'a été capable d'arracher à l'esprit de la population, la croyance que la Transylvanie avec ses montagnes et ses vallées a été le berceau du peuple roumain et qu'à l'avenir son existence est liée à la grande principauté de Transylvanie.

Il ne sera donc pas dénué d'intérêt de montrer les circonstances dans lesquelles la domination magyare s'établit en Transylvanie.

Nous distinguons trois époques dans l'histoire de ce pays : l'époque des Voévodes, l'époque des Princes Transylvains et enfin la domination des empereurs d'Autriche et des rois de Hongrie comme Grands Princes de Transylvanie.

Jusqu'à l'arrivée des Magyars, les Roumains menaient dans leur pays une vie souvent troublée par les invasions barbares, mais absolu-

ment indépendante; ils étaient gouvernés par leurs Voévodes nationaux; ils étaient régis par leurs lois nationales, qui constituaient le *jus Valachorum*.

Les premiers rois de Hongrie avaient cependant jeté leur dévolu sur la Transylvanie; en effet, ils commencent à pénétrer en Transylvanie dès le début du XII^e siècle. Plus tard, grâce à la colonisation des Szeklers et des Saxons, grâce aussi à l'influence de l'église catholique, ils réussirent à prendre pied en Transylvanie. Ils y ont pourtant rencontré une grande résistance de la part des Voévodes, qui purent encore conserver leur indépendance.

Ce que les rois de Hongrie n'ont pas réussi à obtenir par la force, ils l'ont obtenu à l'aide de l'église catholique. Les assauts de cette Eglise devenant de plus en plus violents, les Voévodes roumains tombèrent sous son influence et perdirent tout contact avec le peuple. Devenus plus tard protestants, la distance entre eux et leur peuple est encore plus marquée, car la population résiste obstinément à toutes les tentatives faites par l'Eglise occidentale pour transformer leurs croyances religieuses.

De cette manière, les princes acquirent une certaine indépendance qui augmenta, peu à peu, au fur et à mesure que la puissance royale diminuait.

Ainsi, lorsque après la bataille de Mohacs (1526), les Hongrois perdirent leur roi, le prince transylvain Jean Zapolya se proclama roi de Hongrie. Après trente années de rivalités entre les princes transylvains et les rois de Hongrie, l'indépendance de la Transylvanie est assurée. Désormais, un rôle important est attribué à la Transylvanie, qui doit tenir l'équilibre entre les Habsbourg et le Croissant dans les événements politiques de l'époque.

De 1526 à 1691, la Transylvanie fut, non seulement autonome, mais même indépendante; à partir de 1691, elle fit partie des possessions de la Maison de Habsbourg, qui étendait sa domination sur les provinces autrichiennes et sur le royaume de Hongrie. La Transylvanie conclut (4 décembre 1691), avec l'empereur Léopold I^{er}, un traité formel connu sous le nom de *diplôme léopoldin*, qui garantissait l'autonomie du pays. En vertu de cet acte, l'empereur d'Autriche et roi de Hongrie était en même temps Grand Prince de Transylvanie. En cette qualité, il gouvernait la Transylvanie, en conformité de sa propre constitution, différente de la constitution hongroise, en conformité des lois transylvaines votées par le corps législatif de Transylvanie.

Jusqu'en 1865, à l'époque des Voévodes comme à l'époque des

Princes transylvains ou pendant la domination des Empereurs d'Autriche comme Grands Princes de Transylvanie, *la constitution ou le gouvernement hongrois n'ont jamais eu aucune sorte d'influence ou d'immixtion dans les affaires de la Transylvanie autonome.*

A partir du règne de l'Empereur Léopold (1640 à 1705), tous les empereurs de la Maison de Habsbourg ont reconnu par des actes et des diplômes impériaux la constitution et les privilèges législatifs de la Transylvanie autonome. Lorsque Charles VI régla la succession au trône et l'indivisibilité de la Monarchie par la *Sanction Pragmatique* et invita tous les pays qui composaient son Empire à inscrire dans leurs lois cette sanction, qui confirmait et garantissait en même temps leur existence autonome, la Transylvanie fut également invitée à accomplir cet acte, ce qu'elle fit en 1722, par son corps législatif propre et indépendant de tous les autres pays et spécialement de la Hongrie en donnant à cet acte la forme d'un *traité bilatéral* entre la province et l'Empereur.

Le dernier empereur François-Joseph I^{er} lui-même avait reconnu et approuvé, comme ses prédécesseurs, la constitution et les privilèges législatifs de la Transylvanie.

En effet, après le rétablissement du calme dans la Monarchie troublée par la révolution, il convoqua à Sibiiu, le 1^{er} juillet 1863, le corps législatif de la province, connu sous le nom de « Diète transylvaine ». Le premier acte présenté à cette Diète fut la notification de son avènement au trône, qui devait non seulement être portée à la connaissance des représentants de la province, mais examinée et reconnue par eux. L'adresse était même rédigée en roumain, avec la traduction allemande et hongroise en regard, et l'empereur reconnaît que tous ses prédécesseurs ont approuvé et confirmé par des diplômes solennels les lois et les privilèges de la Grande Principauté de Transylvanie et qu'en le faisant, Sa Majesté ne fait que se conformer à une tradition.

Etant donné que le contenu de ces diplômes n'est plus conforme à l'époque actuelle, dit l'adresse de l'Empereur, la tradition sera conservée de confirmer les droits, les lois et les privilèges de la Grande Principauté, mais seulement par un nouveau diplôme basé sur le *principe de l'égalité des droits.*

Ces promesses de l'empereur ont trouvé un vif écho dans les cœurs des représentants de la Diète de Sibiiu, Roumains en très grande majorité; par leur adresse du 21 août 1863, ils assurent Sa Majesté que les mesures promises donneront satisfaction à toute la population de la Transylvanie.

Ce qui précède nous démontre jusqu'à l'évidence que la Transyl-

vanie a toujours constitué une province indépendante, des temps les plus reculés de son histoire, jusqu'en 1865.

II. — L'UNION DE LA TRANSYLVANIE AVEC LA HONGRIE.

La promesse de l'Empereur François-Joseph d'accorder un nouveau diplôme pour confirmer les droits de la Transylvanie à l'autonomie est demeurée une simple promesse.

Peu de temps après, au contraire, le jeune empereur a sanctionné l'Union de la Transylvanie et de la Hongrie, en confiant aux Magyars son peuple le plus fidèle, le peuple roumain « constant aux heures de danger ».

Jusqu'au commencement du siècle dernier, il ne saurait être question d'une conscience nationale en Hongrie. La langue des différents peuples de Hongrie et de Transylvanie n'a pas constitué un obstacle à leur entente réciproque et à leur cohabitation pacifique. La langue administrative de l'époque était le latin. Le hongrois n'était en Hongrie, et à plus forte raison en Transylvanie, ni la langue de la société, ni celle de la vie publique ou de la législation.

C'est à peine dans le premier quart du siècle dernier qu'on assiste à un réveil de la conscience nationale magyare. La propagande faite par le comte Etienne Szechenyi en faveur des droits de la langue nationale, n'a pas été inutile. Le peuple magyar commençait de plus en plus à se rendre compte que son individualité nationale se manifeste et se conserve par le respect et la culture de sa langue. La Diète de Hongrie était obligée de tenir compte de ce puissant courant national, et lorsque l'aristocratie, réunie dans la Diète de 1830, envoya au roi de Hongrie une adresse en hongrois; l'événement fut considéré comme une victoire nationale, que peu de temps avant les Magyars n'auraient même pas osé escompter.

L'amour-propre national réveillé chez les Magyars n'a cependant pas su conserver une juste mesure. La joie et l'enthousiasme produits par les succès obtenus en si peu de temps, les ont de plus en plus poussés aux exagérations les plus passionnées.

Vers la fin de la troisième décennie du siècle dernier, Louis Kossuth fait son apparition. D'origine slovaque, ayant le don de la parole, homme d'un enthousiasme sans bornes, il devint l'apôtre fanatique de la nationalité et des libertés magyares. Par son attitude énergique contre l'aristocratie et en faveur des droits du peuple, ce tribun révolutionnaire mit la main sur le pouvoir et parvint à une popularité, qui augmentait

au fur et à mesure des persécutions déchaînées par le gouvernement absolutiste d'Autriche. Kossuth se débarrasse de Szechenyi, prend la direction du mouvement national et part pour de nouveaux assauts, à la tête du peuple fanatisé. Du domaine de la langue, la lutte passe sur le terrain politique, et le nombre des aspirations nationales s'accroît chaque jour.

Les Magyars poursuivaient particulièrement trois buts par leur mouvement: a) l'union de la Transylvanie et de la Hongrie, b) la magyarisation des peuples non magyars, c) la séparation de l'Autriche.

L'union avec la Transylvanie était une entreprise difficile: ce ne fut qu'après plusieurs essais qu'elle réussit. La Diète de Presbourg, convoquée entre 1832 et 1836, fut destinée à faire le premier; elle vota notamment une loi, par laquelle certaines parties de la Grande Principauté de Transylvanie, les *Partes Hungariæ reapplicatæ* furent annexées à la Hongrie. En qualité de chancelier de l'Empire, le comte Revitzki, Slave d'origine, mais de sentiments très favorables aux tendances magyares, décida l'empereur François de sanctionner la loi. Le comte Revitzki alla même plus loin. Il modifia de sa propre initiative l'emblème de l'Empire, sous le prétexte d'un arrangement plus esthétique et plaça les insignes de la Transylvanie, qui avaient jusqu'à cette époque une place à part, à côté de celles de la Croatie, sous la couronne hongroise de Saint-Etienne.

C'est une chose insignifiante en apparence; elle a en réalité une très grande signification. Elle caractérise, en effet, admirablement bien les voies par lesquelles allaient se réaliser l'union de la Transylvanie et de la Hongrie. Le gouvernement transylvain protesta contre l'acte abusif du comte Revitzki. Celui-ci fut en effet éloigné, mais l'emblème de l'Empire conserva depuis la composition qu'il lui avait donnée.

Nous arrivons à la célèbre Diète hongroise tenue à Budapest de 1847-1848. Cette Diète qui était complètement sous l'influence de L. Kossuth, fit voir clairement les véritables buts de la politique magyare. C'est ici que furent votées « les lois de 1848 », qui avaient une apparence libérale, mais qui étaient, en réalité, inspirées toutes par des tendances de magyarisation.

La liberté dont s'inspiraient ces lois était une liberté à part, une liberté spécifiquement magyare. La preuve en est d'ailleurs que cette diète, qui n'avait aucun droit sur la Transylvanie vota d'une manière illégale son union avec la Hongrie. D'autre part, comme ces lois contenaient en germe la séparation de l'Autriche et de la Hongrie, les cercles de Vienne manifestèrent leur méfiance et la maison régnante refusa de

les promulguer. Pourtant, les Magyars grisés par leurs succès ne veulent pas se conformer à cette décision et sont résolus à aller jusqu'à la rupture avec la maison régnante. En effet, la révolution éclate, la dynastie des Habsbourg est détrônée et Louis Kossuth est proclamé gouverneur de Hongrie.

Après le rétablissement du calme en 1848, il semblait que l'heure de la justice avait sonné aussi pour les Roumains. Ayant brisé les chaînes d'un esclavage plusieurs fois séculaire, les Roumains se réveillent à la conscience nationale; la foi s'affermir de plus en plus dans leur cœur, qu'ils deviendront enfin les maîtres chez eux. Cette croyance ne fut cependant qu'une illusion passagère.

Le peuple magyar, jadis agenouillé par l'absolutisme autrichien, revient des illusions où l'avait mené le fanatisme aveugle de Kossuth et constate qu'il est seul et isolé au milieu d'une masse de peuples libres et ayant une conscience nationale. Désenchantés et peu nombreux, noyés dans cette masse de non-magyars, les Hongrois commencent à se rapprocher progressivement de leur « bourreau », comme ils appelaient les Habsbourg et les Allemands, pour chercher une réconciliation avec la maison régnante.

Les circonstances extérieures leur ont été favorables. En effet, l'Empire était menacé au sud par les Italiens, au nord par les Prussiens et l'empereur cherchait à se réconcilier avec les rebelles de Kossuth, lesquels étaient d'ailleurs également heureux de faire un compromis avec la dynastie.

Le rapprochement se fait des deux côtés à la fois. Le 6 juin 1865, l'Empereur alla à Pest où on lui fit un accueil solennel. François Deak fut en cette occasion de la part de l'Empereur, l'objet d'une attention particulière. Avant de quitter la Hongrie le monarque dissout les tribunaux exceptionnels hongrois et donne, de cette manière, des preuves publiques et indubitables que les négociations entre la maison régnante et les Magyars étaient commencées.

C'est à cette époque que reçut satisfaction l'ambition hongroise d'annexer la Transylvanie, ambition déjà manifestée avec force dans la diète de 1848. Dans les pourparlers préliminaires entre les hommes politiques hongrois et la cour de Vienne entamés vers la fin de 1864, l'union de la Transylvanie avec la Hongrie était non seulement une condition principale de la réconciliation mais elle était devenue le point principal d'un programme, dont le reste présentait moins de difficultés réelles. Le nouveau gouvernement se mit immédiatement au travail, et l'échange d'actes se fit très rapidement.

Trois semaines après le voyage de l'Empereur à Pest, Georges Mailath, un des chefs hongrois de la politique de réconciliation, fut nommé chancelier de Hongrie et le ministère Smerling fut obligé de démissionner. Un mois plus tard, le Parlement central de Vienne fut dissous, et on constitua le ministère Belcredi. Le 17 août se réunit à Vienne une conférence de magnats de Hongrie et de Transylvanie à laquelle participèrent le chancelier Mailath et le président du Conseil Belcredi.

Les décisions de cette conférence n'ont pas été publiées, mais elles ont été présentées à l'Empereur. Le résultat de ces réunions fut que le jeune Empereur, qui avait promis le 1^{er} juillet 1863 à la diète de Sibiu d'octroyer à la Transylvanie un diplôme confirmatif de ses droits autonomes, dissout la diète qui était l'expression de la majorité du pays et remet en vigueur la loi électorale de 1891, qui refusait aux Roumains le droit de vote et convoque, le 19 novembre 1865, la diète transylvaine à Cluj, le centre de l'aristocratie hongroise fanatisée. Le seul point soumis aux débats était la revision de la loi de l'union de 1848.

Il était hors de doute que les choses étaient arrangées de telle manière que la diète se déclarât pour l'union avec la Hongrie.

L'aristocratie transylvaine, qui jusqu'à ce jour avait jalousement défendu l'indépendance du pays contre les essais d'union avec la Hongrie, changea de politique. Le principe de la liberté et de l'égalité était destiné à détruire le pouvoir de l'aristocratie et la province serait entre les mains de la population paysanne, qui représente la partie la plus considérable du pays. La tendance de l'aristocratie transylvaine de s'appuyer sur l'aristocratie hongroise, plus puissante qu'elle, était très naturelle et rien ne pouvait mieux resserrer cette alliance que le chauvinisme magyar qui venait de l'autre côté des frontières.

Etant donnée cette alliance, l'indépendance de la Transylvanie, si vigoureusement défendue jusqu'à ce jour, n'avait plus de raison d'être. L'aristocratie transylvaine consentait donc de gaieté de cœur à se sacrifier, car l'indépendance ne lui offrait plus à l'avenir aucune garantie de son hégémonie. Au contraire, l'union de la Transylvanie avec la Hongrie, sur la base du nationalisme magyar, adopté par l'aristocratie transylvaine, lui assurait dès le début la domination sous une nouvelle forme.

L'union de la Transylvanie et de la Hongrie a donc été faite malgré toutes les protestations élevées par les représentants des populations roumaines et saxonnes.

Cette union n'a pu devenir une réalité qu'au mépris du développement politique de la Grande Principauté de Transylvanie, au mépris de la volonté clairement exprimée des deux tiers de la population du pays. Ce n'est que le rapt d'un territoire roumain par les Magyars, de connivence, avec la maison régnante, exécuté à deux reprises: les *partes Hungariae reapplicatae* par la diète de Presbourg en 1832-1836, en constituent la première partie; la seconde fut mise à exécution par la diète de Cluj de 1865. C'est de cette façon, que la maison de Habsbourg avait entendu récompenser la fidélité des Roumains, qui lui avaient prêté leur concours contre les rebelles magyars.

Peu après, fut conclue la transaction, entre l'Autriche et la Hongrie, en 1868. La monarchie est divisée en deux parties: la Cisleithanie et la Transleithanie, appartenant, la première à la minorité des Allemands d'Autriche, la seconde à la minorité des Magyars de Hongrie. Dans la première, 30 millions de populations non-allemandes faisaient face à 10 millions d'Allemands; dans la seconde, 12 millions de populations non-magyares s'opposaient à 8 millions de Magyars.

LA LUTTE DES ROUMAINS CONTRE L'UNION DE LA TRANSYLVANIE AVEC LA HONGRIE.

Les Roumains n'ont jamais reconnu la légalité de l'union de la Transylvanie avec la Hongrie. Ils n'ont donc cessé un seul instant de lutter par tous les moyens légaux, contre cette union-annexion, faite d'une manière arbitraire et contre la volonté de la grande majorité du pays et de tâcher de faire acquérir de nouveau à la grande Principauté de Transylvanie l'autonomie et l'indépendance qu'elle avait eues autrefois.

Toutes les fois que les Magyars avaient essayé de faire cette union, ils se sont butés à la résistance du peuple roumain et ce n'est que grâce à la ruse que cette résistance put être finalement surmontée. Les Roumains ont protesté contre l'illégalité de cet acte toutes les fois qu'ils en ont eu l'occasion, soit par des protestations par écrit adressées au Gouvernement du pays, soit par des mémoires et des requêtes à l'empereur, soit dans des conférences nationales ou dans des assemblées populaires.

La protestation du peuple roumain, la première en date et la plus importante, fut celle de l'Assemblée nationale de Blaj qui eut lieu en mai 1848, et ou plus de 40.000 Roumains se réunirent dans la vaste plaine nommée ensuite la plaine de la liberté.

C'est ici que s'élevèrent pour la première fois des paroles de pro-

testation contre les tendances d'annexion de la diète de 1847-1848. Une pierre commémorative, contre laquelle de nombreux attentats furent souvent dirigés par les Magyars, y rappelle encore de nos jours la réunion de cette assemblée mémorable.

Le 9 novembre 1865, les députés roumains, peu nombreux, qui participaient à la diète, ont également protesté contre l'union décidée par la majorité.

Le 31 octobre 1866, les représentants des Roumains de Transylvanie, au nombre de 1893, ont envoyé à l'empereur une adresse où ils lui demandent de refuser de sanctionner la loi.

Le mémoire roumain voté dans la conférence des représentants des électeurs roumains de Transylvanie, de Banat et de Hongrie, tenue les 12, 13 et 14 mai 1881, s'exprime comme il suit sur l'union de la Transylvanie et de la Hongrie : « Il est évident que la proclamation de l'union peut être considérée comme un attentat public, investi dans la forme législative, mais dirigé contre le droit à l'existence et contre le développement national des Roumains.

Les Roumains s'en rendent très bien compte, et s'ils hésitaient à le comprendre, l'expérience de 1848-49 et surtout celles qu'ils ont faites depuis 1867, le leur ferait sentir du plus profond de leur cœur ! Et, à ce point de vue, tous ceux qui ne sont pas prévenus, reconnaissent que la campagne des Roumains contre l'union est *la plus naturelle et la plus juste des luttes pour l'existence* ; y renoncer serait par conséquent *renoncer à la vie, à l'existence*.

Enfin de nombreux mémoires et requêtes furent rédigées pour protester contre l'union; leur teneur est la même: il est donc superflu de les mentionner tous. En un mot le programme politique des Roumains de Hongrie, dont la base fut posée dès la mémorable assemblée de Blaj, a comme premier point, *la revendication de l'autonomie de la Transylvanie*.

Ce programme, complété progressivement, a constitué jusqu'à ce jour la base politique du parti national de Hongrie. Ce parti comprenait la totalité des Roumains, car il n'y a pas d'autre parti politique roumain en Transylvanie; tous les députés roumains que ce parti réussissait à envoyer au Parlement de Budapest, étaient élus sur la base de ce programme.

Toutes les tentatives de réconciliation entre les Roumains et les Hongrois se brisaient contre l'écueil de ce premier point du programme roumain: l'autonomie de la Transylvanie.

Les derniers pourparlers en vue d'une réconciliation, poursuivis entre l'ancien président du Conseil, le comte Tisza et les Roumains ont eux-mêmes échoués pour la raison que bien que la question de l'autonomie de la Transylvanie fût pour l'instant laissée de côté, les conditions de paix énoncées par les Roumains tendaient à la réalisation de ce programme, soit sous la forme de l'autonomie nationale, soit sous celle de l'autonomie territoriale.

N. BOGDAN,
Professeur à Brashov (Transylvanie).

LA BATRACHOMYOMACHIE MAGYARE

Le 2 mai 1919, le conseil central ouvrier de Budapest a tenu une séance, à laquelle on a décidé la mobilisation des ouvriers pour la défense de Budapest.

Nous reproduisons, d'après le journal *Az Ujsag*, du 3 mai, les scènes de cette réunion, d'un comique et d'un ridicule dignes des pages les plus comiques de Molière.

Béla KUN. — Nos troupes se sauvent, elles fuient lâchement comme des hordes en débandade, qui ne savent que voler, mais qui restent impassibles et inconscientes en face des événements en cours. Elles pillent partout où elles passent, de sorte que nous sommes arrivés à ce point que ce ne sont pas les Roumains qui menacent Budapest, mais nos troupes même, si nous ne prenons pas à temps les mesures nécessaires contre elles.

Notre situation militaire est la suivante :

La ville de Szolnok est tombée probablement entre les mains des Roumains. Nous avons détruit le pont derrière nous. A l'aile sud, nos troupes ont fui des tranchées construites par nos officiers spécialistes et par nos ingénieurs, de sorte qu'elles ont entraîné après elles, les deux autres bataillons aussi, qui ont lutté héroïquement sous la conduite de notre camarade Seidler.

La première et cinquième divisions sont parties en état d'ivresse du nord de la Tisza vers Budapest, de sorte que nous avons dû les désarmer pour sauver les armes pour le prolétariat.

Par ci, par là, il se trouve encore des troupes pénétrées de principes prolétariens qui essaient encore quelque chose, mais la plupart

des troupes sont dans un état tel que Budapest se trouverait sans défense en face des Roumains. Ces troupes ne sont pas capables d'une lutte de défense, moins encore d'une offensive.

J'ai toujours dit aux camarades: je ne connais pas de principes moraux ou immoraux; je ne connais qu'une chose: ce qui est utile au prolétariat. Camarades! Je suis disposé à mentir aux impérialistes, de sorte que je rougis moi-même de mon mensonge, parce que je crois que c'est une infamie de dire la vérité à la bourgeoisie, si cette vérité est au détriment du prolétariat. Mais, à mes camarades, je ne mentirai jamais. Je n'ai pas menti jusqu'à présent, je ne mentirai pas dorénavant. Pour cette raison, je vous dis que je n'ai pas trouvé dans les bataillons ouvriers la disposition de lutte, telle qu'elle serait nécessaire pour la défense de Budapest.

Le Conseil révolutionnaire voyant qu'il n'est pas possible d'opposer une résistance sérieuse, a essayé de sauver un territoire, où puisse s'abriter la négation en face du capitalisme, et qui puisse non seulement renverser ici l'organisation capitaliste, mais servir de point de départ de la révolution universelle sur son chemin vers l'Ouest.

J'ai l'espoir que nous réussirons à obtenir une paix, et qu'il peut arriver que l'impérialisme qui se dresse devant nous soit si faible qu'il soit prêt à conclure la paix. Ce fait signifierait que nous avons le temps de souffler.

Mais si nous ne réussissons pas à obtenir la paix?

A la conférence d'aujourd'hui, j'ai constaté deux conceptions. L'une, la majorité, veut qu'on défende Budapest; nous n'allons pas au front, parce qu'à leur avis, la situation est désespérée et que personne n'est disposé à faire des sacrifices inutiles. L'autre, la minorité, veut que nous défendions la dictature du prolétariat en face de Budapest, que nous la défendions en résistant jusqu'à Wiener-Neustadt.

Richard SCHWARTZ. — S'il s'agit de décider ce qu'il y a à faire, il faudrait d'abord savoir en face de qui nous nous trouvons, et si nous avons au moins la dixième partie de la puissance de l'ennemi, pour que nous puissions engager la lutte, car autrement, ce serait dommage de verser du sang inutilement.

János KOVES. — Il estime nécessaire l'armement des bataillons ouvriers, même au cas où l'on devrait livrer Budapest sans combat, parce que ce fait pèserait dans la balance au moment des négociations avec l'ennemi.

Manuel SARI. — Il déclare au nom des femmes que si les hommes

ne défendent pas la dictature du prolétariat de Budapest, ils auront leurs femmes en face d'eux.

Vilmos BOHM. — Nous avons quelques bataillons honnêtes. Pas beaucoup, à peine quelques-uns. Nous sommes disposés à entreprendre une sortie désespérée au cas où dans les vingt-quatre heures, sans nous consulter beaucoup, le monde ouvrier de Budapest met à notre disposition un bataillon organisé, discipliné, lequel, au lieu de palabrer sans cesse, se soumet aux ordres reçus. Si nous pouvons faire cela, c'est bien; sinon, nous sombrerons dans la honte avec toute la dictature prolétarienne.

Joseph HAUBRICH. — Je pense qu'il ne sera pas inutile de vous raconter quelques scènes dont j'ai pris connaissance en venant à cette réunion. Nous parlons sans cesse du monde ouvrier organisé qu'il est comme ceci, qu'il est comme cela. Nous avons formé la garde rouge constituée dernièrement, seulement avec des éléments de confiance de la classe ouvrière organisée. Un bataillon de cette garde a été à Sàtoralja-Ujhely, où il a lutté peu de temps, mais ces derniers temps, il a quitté le front, et il est parti pour Budapest. Nous avons donné ordre de le désarmer. Tous les soldats ont déclaré qu'ils sont prêts à mourir pour la dictature du prolétariat, — non pas sur le front, mais à Budapest. (*Grand mouvement.*)

Béla KUN. — Camarades, nous avons dit aux ouvriers dans les usines, que Budapest doit être défendu sur la Tisza. Mais, j'ai connaissance d'une foule d'hommes qui font une agitation contraire, en soutenant que Budapest doit être défendu à Budapest et encore contre la bourgeoisie.

Camarades ! Aux armes demain matin. Tout le monde peut trouver des renseignements sur ce qu'il a à faire dans la « Népszava ». Que tous les prolétaires aillent à la caserne, qu'ils prennent les armes pour la défense de Budapest et de la république des soviets. (*Vives approbations.*)

Dezső BIRO. — Je propose que les travailleurs qui sont retenus à Budapest par le travail ou par d'autres raisons, ainsi que ceux qui ne veulent pas se rendre sur le front, soient versés dans les différentes unités pour le maintien de l'ordre, et que ces dernières par des moyens draconiens, maintiennent l'ordre à Budapest. (*Vives approbations.*)

AURÈLE ESCA,

Professeur à Sibiu (Transylvanie),

Correspondant du journal « Patria ».

LE TRAITÉ DE BUCAREST D'AOUT 1916, LE BANAT ET LES COUTZO-VALAQUES ⁽¹⁾

Le Comité « Trento-Trieste » de Paris, vient d'organiser une solennelle manifestation Franco-Italienne à l'Hôtel des « Sociétés Savantes », ainsi qu'un grand banquet latin, le 13 mai, au restaurant Poccardi, sous la présidence du commandant Ricciotti Garibaldi, et en l'honneur de plusieurs éminentes personnalités françaises, italiennes et alliées qui se trouvaient à Paris.

Après les admirables discours du président Garibaldi, du sénateur Louis Martin, de M. Jean Finot, de M. Miceli, délégué de la « Trento-Trieste », du D^r Guelpa, des députés italiens de la Dalmatie MM. Ghiganovic et Lubin, ainsi que du D^r Antoni, délégué du Conseil National de Fiume, notre rédacteur en chef, M. Constantin D. Mavrodin, prononça des paroles fort applaudies sur le Traité de Bucarest d'août 1916, et sur les desiderata des Coutzo-Valaques à la Conférence de la Paix.

A la veille d'un verdict du Congrès mondial sur le sort de notre Banat et de donner un mandat à l'Italie sur l'Albanie, il nous semble fort utile d'offrir ce speech à nos lecteurs.

Mesdames, Messieurs,

La grande satisfaction que votre « Comité National » vient de me donner en m'invitant à ce beau banquet politique, surtout dans les enthousiastes jours que nous traversons, est un véritable honneur et une véritable joie pour un Roumain. C'est un grand honneur que je fais retomber entièrement sur mon pays, ainsi que sur la revue « La Transylvanie de Paris, dont je fais partie, et c'est également l'une des plus profondes joies de pouvoir vivre quelques moments dans cette charmante atmosphère italo-française, si chère à tout Latin.

En saluant l'Association « Trento-Trieste », je salue en même temps toutes les Alsace-Lorraine latines, celles qui nous ont été déjà

(1) Publié également dans le *Bulletin Trento-Trieste* de Paris, du 18 mai 1919; *La Revue Diplomatique* du 31 Mai dernier, ainsi que dans le *Bulletin d'Informations Roumaines* et dans *l'Union Latine*, du mois de Juin.

restituées et celles qui, partiellement délivrées, comme notre cher *Banat de Temeshvar*, vient de tomber en partie sous le joug de notre propre alliée, la Serbie, qui aura donc, par le fait même du traité de paix, trois groupes de Roumains sous l'esclavage yougo-slave; au sud du Danube, ceux du Timok, ceux de la Macédoine serbe et ceux de l'ouest du Banat.

Descendants des légionnaires de Rome et fils spirituels de la France, alliés aussi des Slaves, de la Grande-Bretagne et de tous les Anglo-Saxons, les quinze millions de Roumains du nord du Danube attendent avec impatience de l'Aréopage du monde civilisé, l'accomplissement d'une justice entière.

Après avoir sacrifié au carnage mondial presque un million de vies — militaires et civiles — sur les sept millions et demi que comptait le royaume de Roumanie en 1916, et offert non seulement beaucoup, mais tout ce qu'ils possédaient, et cela spontanément et de tout cœur, ils espèrent plus que jamais dans le triomphe et dans l'application totale du principe des nationalités, contre les visées d'accaparement d'une politique de la finance internationale, et par conséquent, dans la reconnaissance pleine et entière des engagements du traité de Bucarest d'août 1916, au bas duquel se trouvent apposées les nobles signatures de la Russie, de la France, de l'Italie et de l'Angleterre, dont son éminent homme d'Etat, sir Edward Grey, a si spirituellement flétri le « scraps of paper », le célèbre « chiffon de papier » du kaiser.

Et je crois interpréter fidèlement les sentiments de nos compatriotes en vous disant à vous, nos grands amis français et italiens, combien nous fûmes heureux quand nous apprîmes l'entrée en guerre de vos glorieux pays. Par l'arrivée de la France au Rhin, on voyait chez nous la fin d'une colossale injustice, le tombeau de l'hégémonie teutono-mongole sur le sud-est de l'Europe, l'écrasement du militarisme prussien, et, enfin, le plus beau rayonnement de la civilisation helléno-latine. Quant au débarquement des troupes italiennes à Valona suivit la déclaration de guerre de la Consulta à l'Autriche, elle provoqua dans la riante petite ville de Bucarest une manifestation monstre de plus de cinquante mille personnes parcourant les rues, aux cris de: « Vive l'Italie! Vive la plus grande Italie! ».

Mais pourquoi cette grande fête et ce délirant enthousiasme vraiment latin? C'est parce que le drapeau italien arboré à Valona, signifiait pour notre petite « île latine entourée d'un océan mongol et slave », tout un programme présent et futur. Autant que nous croyons dans la mission civilisatrice de l'Italie sur les bords de l'Adriatique, et sur la

légitimité de ses droits et revendications sur ce lac par excellence vénitien, autant nous avons la ferme conviction de l'admirable rôle qui revient à l'Italie, de grande puissance latine, devenue aussi balkanique, de prendre en main sous sa traditionnelle protection florissante, le sort de 600.000 Kouzo-Valaques ou Roumains, habitant l'Albanie, l'Épire, le Pinde, la Thessalie et la Macédoine. Nos frères Sud-Danubiens ont transmis à maintes reprises par leurs délégations ces desiderata, non seulement au gouvernement de Bucarest, mais à toutes les grandes puissances. En ce moment-ci, le Congrès de la Paix vient d'être saisi d'un mémoire dans ce sens, des Macédo-Roumains et du Conseil National des Roumains du Pinde. Nous ne pouvons nous empêcher de donner lecture des deux télégrammes que nous trouvons, entre autres, dans ce document historique envoyés par ces Roumains en 1917 à Rome, une fois qu'ils furent délivrés par les troupes alliées de Salonique.

Le premier télégramme à S. E. Sonnino est envoyé du Pinde, de Samarina. Il disait :

« Fratelli di sangue accogliamo entusiasmo esercito vostro liberatore. Popoli stranieri occupata nostra terra tentarono invano cancellare violenza carattere e nome nostro romano. Uniti oggi solenne manifestazione. Noi, popolo romano del Pindo e della Zagori, *dichiariamo volontà proposito immutabile unione fraterna Italia*. Invochia mo grida altissime concordi nobile generosa nazione sorella *assumere impegno protezione* perpetua. Fratelli, difendercie insaziabile desiderio vicini assorbimento, garantire nostra vità, prosperità, avvenire tutrice *vindice commune madre nuova eterna Roma*.

Suivent les mêmes signatures. »

Le second fut envoyé d'Abella-Pindo, au chef de la plus glorieuse famille militaire italienne, au Général Ricciotti Garibaldi.

« I Romeni del Pindo-Zagori, — disait le télégramme — da secoli oppressi da popoli stranieri che in ogni modo cercarono di distruggere la razza, riuniti oggi ad Abella in imponente comizio, rivolgono a voi sostenitore della libertà di popoli un caldo appello, chiedendo il vostro appoggio affinché loro sia mantenuta sotto *la protezione dell'Italia* la libertà ed indipendenza apportata dalle valorose truppe italiane, dichiarandosi pronti a difenderla, con i loro petti e con il loro sangue.

Il sindaco del popolo di Abella: Carajani, etc., etc.

Ainsi que le mémoire l'exprime « *la vie nationale de ces colonies latines sous la domination grecque ou serbe serait en effet, pour eux, une impossibilité absolue* ». Et nous croyons, avec leurs représentants, à la Conférence mondiale, que vivant sur le versant de l'Adriatique et parlant une langue tellement rapprochée de l'italien, le développement national de nos Koutzo-Valaques ne pourra se faire qu'avec « l'aide fraternelle et la puissante protection de « *nostra sorella latina* » l'Italie ».

Je lève mon verre, Mesdames et Messieurs, à une prochaine alliance militaire italo-roumaine et à la prospérité de la race latine.

Constantin D. MAVRODIN.

NOS AMITIÉS

Le voile se déchire peu à peu ; les alliés de la guerre se reconnaissent. Si, parfois, les hommes d'Etat, mainteneurs de graves intérêts, se heurtent, il n'en est pas de même des peuples, animés de la vague profonde et mystérieuse du sentiment. Cette sympathie provient souvent d'une similitude de race. Il arrive aussi qu'il existe une véritable identité d'origine. Il suffit alors de laisser parler la voix du sang.

En attendant l'heure du retour au foyer, les soldats écoutent raconter les soldats. Leurs récits sans apprêts sont comme des rayons de soleil au travers des nuages de la paix.

Le 43^e d'artillerie coloniale faisait partie de l'armée d'Orient. Après avoir pris part à l'attaque audacieuse de Franchet d'Esperey au mois de septembre 1918, le régiment poursuivit l'ennemi jusqu'au Danube et vint se reposer de ce raid magnifique aux pieds des Carpathes, en Transylvanie.

« Les habitants, disent les artilleurs, nous ont emmené chez eux. Chacun de nous a eu sa chambre. — Nos chevaux, ces compagnons d'armes des cavaliers, étaient logés à l'écurie. Le feu était entretenu dans nos chambres. Notre linge, lavé par la maîtresse de maison. Il nous semblait retrouver le foyer, et les jours loin de France, semblaient moins longs. »

Un soir, l'alerte sonne. Le régiment doit partir à minuit pour

Buda-Pesth où Bela-Kun vient d'arrêter notre mission militaire. Une compagnie française est aux mains des bolcheviks.

La guerre a rendu nos soldats fatalistes. Docilement, ils bouclent leurs harnachements, avec un regard triste sur le « home roumain » qu'il va falloir quitter. Mais les musettes semblent plus rebondies qu'à l'ordinaire. Chacun y trouve des sortes de petits pâtés faits avec de la farine, des œufs et du lait. C'est une « surprise » des villageois.

A Buda-Pest, on donne une heure et dix minutes à l'ennemi pour restituer les prisonniers. Passé ce délai, la ville sera impitoyablement bombardée. De mauvaise grâce, les bolchevistes s'exécutent après une heure de pourparlers. Ils rendent les hommes, mais gardent les armes.

Les choses devaient se passer moins pacifiquement à Szegedin.

Le train transportant les troupes cheminait lentement à travers la plaine hongroise quand soudain le convoi s'arrête. La voie est coupée. Les rails sont enlevés sur une longueur de dix mètres. Le lieutenant, chef de convoi, flaire aussitôt un guet-apens... « Tout le monde en bas » commande-t-il ». Jetez aussi le matériel par terre. Après tout, ce n'est que de la ferraille ! »

Les petits 75 sont descendus des trucs « en vitesse ». On met, à tout hasard, deux pièces en batterie. Pourtant, on ne voit rien. Rien que la plaine immense qui ondule jusqu'à l'horizon.

Au même instant, une salve crépite. Cinq artilleurs tombent. Les tireurs ont levé leurs fusils pour recharger leurs armes et le lieutenant distingue maintenant un léger mouvement de terrain où sont tapis les bolcheviks hongrois. Deux obus bien ajustés en couchent une trentaine sur le terrain. Les survivants se sauvent en s'égaillant de tous côtés.

Les troupes roumaines, complètement rééquipées, vont occuper maintenant le pays pour rétablir l'ordre. Les artilleurs démobilisables ont regagné la France par l'Autriche et Trieste. Les Latins de l'Istrie ne le cèdent en rien à leurs frères de Transylvanie quand il s'agit de fêter les poilus français. Le train de Trieste jusqu'à Nice, disparaissait sous les roses.

Toutes ces fleurs, ces gâteaux, ces menues attentions de chaque instant, vont droit au cœur du soldat. Il comprend et se souvient. Pour-
raient ces lignes porter le remerciement des Français à travers les terres de notre race jusqu'à Trieste ; en Transylvanie aussi et de Transylvanie jusqu'à Bucarest.

LE COMTE DE CHAMBORD DANS LE BANAT

Le comte de Chambord partit de Temesvar visiter le haras impérial de Mezô-Hegyès « unique en Europe ». Il passa par *Neu-Arad*, chef-lieu de comté, fort commerçant et étendu, où il retrouva plusieurs Français qui étaient venus fonder des colonies (*Charleville, Saint-Hubert*).

Le haras, grand de 20.00 hectares est entouré de haies vives et de fossés et sillonné par des allées d'arbres fruitiers.

... « Au centre de chaque division s'élèvent d'immenses écuries « avec des greniers ou de vastes hangars pour abriter les troupeaux; « près de ces bâtiments, on a pratiqué des logements à demi-souterrains « pour les soldats gardiens, un potager et un joli bouquet de bois avoi- « sinent ces logements. Au milieu de ces établissements divers est « bâti le château avec ses dépendances, son parc, ses jardins, sa ferme, « son manège, ses écuries, ses casernes pour les officiers et pour les « onze cents soldats attachés au service du haras. »

L'auteur de la race *normande* à Mezô-Hegyès, l'étalon *Ennyus*, est exposé, sous la forme de son squelette à l'entrée du haras.

Cette traversée du *Banat* laissa au Prince l'impression d'un pays des plus fertiles, avec tous les champs cultivés en céréales, lin, chanvre, vigne, et en plus des terres de pacage, le maïs et le riz occupent les terres marécageuses.

De *Karansebes* (sur le *Témès*), chef-lieu du district régimentaire de la frontière valaque, où le comte de Chambord avait voulu passer, pour voir les beaux bâtiments militaires, il se rendit — toujours accompagné de *Locmaria* — à *Orsova* (sur le Danube). Là se trouve un vaste lazaret, où séjournent les malades qui viennent aux eaux de *Méhadia*.

Orsova est le principal entrepôt des marchandises qui emploient la voie du fleuve : produits animaux et végétaux expédiés des principautés valaques et serviennes, étoffes, objets de toilette provenant de la foire de *Leipsick*, verreries de *Bohême*, fers de *Styrie*.

La caverne de *Vétérani* est située à trois lieues à l'ouest de la ville. C'est du flanc de cette montagne escarpée, que les Turcs furent arrêtés

par le général Vétéran. Dessous coule le Danube, qui dans ces trois lieues est vraiment imposant, et dont la navigation n'est pas sans danger...

« Tantôt resserré par les montagnes, il coule avec une extrême rapidité; « et tantôt, quand les roches ardues qui bordent son lit, s'éloignent « pour lui livrer passage, il étend au loin ses eaux et roule majestueu- « sement sur lui-même en larges et profonds tourbillons. »

Les Roumains, légionnaires de Trajan, ont creusé un sentier dans le roc sur la rive droite et ont laissé une inscription qui rappelle leur domination.

Neu-Orsova, plus bas sur le fleuve, est une forteresse turque, « vain simulacre de leur ancienne puissance ».

Le Pacha reçut le Prince dans sa mosquée, où il venait de faire construire des tribunes pour les femmes, exclues jusqu'alors des prières publiques. Il donna à ses hôtes un concert, dont les trois exécutants étaient des élèves d'un tambour-major français !

... « En quittant le pacha, nous remontâmes vers la Porte de « Fer et nous rencontrâmes le premier poste valaque. L'officier qui « commandait s'avança vers le Prince et le pria, en fort bon français, « de faire à sa troupe l'honneur de la passer en revue.

« Dans la Valachie, toutes les personnes qui ont reçu de l'édu- « cation parlent notre langue et s'intéressent à notre histoire; si le prince « avait pu aller à Bucarest, il y aurait été reçu comme à Temesvar, « et pour les mêmes causes. »

Voici le récit que Locmaria nous donne d'une *danse valaque* :

...« Une centaine de jeunes gens et de jeunes filles dansèrent « d'abord en rond, puis par couple avec des passes et des tours de « mains fort compliqués, une danse dont les figures et même la musique « rappellent le biniou et les bals *bretons*. Les femmes étaient mises avec « assez de recherche; elles portaient des fleurs ou des fichus artistement « posés sur la tête, des corsets à broderies et de couleurs va- « riées; de courtes pelisses à manches, des robes de couleur, « ou simplement une chemise blanche à moitié cachée devant et der- « rière par des tabliers étroits, transparents, multicolores et garnis par « le bas d'un long effilé. »

Méhadia (que nous avons citée plus haut), est située dans un vallon resserré entre des montagnes agrestes. Cette curieuse ville est formée

d'une longue place en forme de parallélogramme, où s'élèvent de belles maisons et de vastes hôtels.

Enfin, nos voyageurs reviennent à *Karansebes* d'où ils étaient partis pour visiter Orsova et Neu-Orsova, en passant par Méhadia.

Le régiment de *Karansebes* est composé de *Valaques*. Ce sont de beaux hommes, propres à la guerre; montagnards, ils choisissent leurs épouses « à la force musculaire et à la vigueur de leurs formes ».

Voici la description des fiançailles valaques : « Lorsqu'un Valaque, en fantaisie de mariage, jette son dévolu sur une jeune fille, il se présente chez elle, et, s'adressant au père, il lui demande s'il a vu un cerf; celui-ci répond oui ou non, selon qu'il veut lui accorder ou lui refuser sa fille. Cette formule conventionnelle et assez indirecte de déclaration d'amour, a pour but d'épargner au prétendant l'humiliation d'un refus; si sa demande est agréée, le futur beau-père répond sans hésiter: sans doute, j'ai vu le cerf, et j'ai ton affaire, mon ami; ma fille est bonne et forte; son corps est solide comme mon poêle, ses jambes sont fermes comme le pilier de ma porte, elle est souple comme le saule du ruisseau, je te la donne de grand cœur; cela dit, la noce se fait, et la pauvre femme est condamnée sans pitié au rude labeur des champs. »

ALEXANDRE ANDRÉ.

(A suivre.)

A V I S

M. Constantin D. Mavrcdin nous prie d'insérer que c'est par une simple erreur typographique, que *La Nouvelle Revue* du 1^{er} Mai dernier, changea son initiale D. en DE.

✱

M. Jean Nicoara, ancien trésorier du Comité national des Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovine, a bien voulu continuer à nous offrir sa collaboration comme trésorier de notre administration.

NOTES & DOCUMENTS

Le départ de l'ancien généralissime roumain.

Le général Iliesco vient de quitter Paris pour la Roumanie, via Rome. L'ex-représentant de l'armée roumaine près le Grand Quartier Général français, eut à remplir en Occident, depuis le commencement de l'armée 1917, des nombreuses missions militaires et politiques de la plus grande envergure.

Ententophile de la première heure et propagandiste passionné, notre valeureux soldat fut l'un des plus zélés promoteurs et piliers du mouvement irrédentiste à l'étranger. Il fonda à Paris, en avril 1918, le Comité National des Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovine et, prit parallèlement l'initiative, après le douloureux traité de Bucarest, de la formation de quatre légions transylvaines en France, en Italie, en Amérique et en Sibérie.

Le Comité de Rédaction de notre revue — qui s'honore de pouvoir compter notre illustre compatriote parmi ses principaux fondateurs et membre de son Comité de patronage — garde le plus précieux souvenir de la très patriotique collaboration du général Iliesco, pendant ses années d'exil, sur la terre hospitalière de France.

Yougo-Slavie et les politico-financiers cosmopolites.

(Bulletin du Comité Trento-Trieste, 13 mai 1919.)

DISCOURS DU D^r GUELPA

.....

Nous avons d'un côté l'action intense, inlassable et perfide des Yougo-Slaves, suggérée, soutenue et *largement payée par une association très puissante de financiers anglais, français et surtout américains, gens féroces, sans scrupules, hommes d'aucune Patrie n'ayant en vue que l'exploitation du monde entier pour leur insatiable cupidité.*

Comme pour les Boches l'Ukraine, eux ces politico-financiers

cosmopolites ont inventé la Yougo-Slavie pour la faire servir à leurs desseins et agissent dans les coulisses.

.....

C'est de la résultante malheureuse de ces facteurs qu'a pu s'élever ce grave dissentiment si menaçant pour l'entente des Alliés.

Les Yougo-Slaves ont été toujours avant et durant toute la guerre actuelle, même au début de l'invasion de la France, les plus dévoués et solides soldats de l'Autriche. Leurs régiments comme cela résulte du rapport même du Chef de l'Etat-Major autrichien, ont été à la bataille de Vittorio-Veneto, les plus vaillants et les plus acharnés contre l'armée d'Italie.

Une très minime partie seulement de leurs dirigeants actuels inventée, organisée et largement payée par cette immense association cosmopolite a élevé le drapeau de la révolte contre l'Empire austro-hongrois. Mais, sous ce masque, elle a organisé contre l'Italie une propagande effrénée pour laquelle elle a dépensé des sommes fabuleuses hors de toute proportion avec les trop modestes possibilités d'une nation pauvre qui naît à peine et qui n'a pas encore un budget propre.

Cette propagande, largement et grassement payée par la puissante association cosmopolite qui veut accaparer l'exploitation absolue de l'Adriatique et de son immense hinterland, fut faite sous les apparences de grand patriotisme, mais avec une déloyauté, un acharnement et des moyens que nous n'étions habitués à voir conçus et exécutés que par des mentalités boches.

.....

Il n'y a donc pas lieu d'être étonné si l'opinion publique surtout américaine, française et anglaise a pu être fourvoyée sur le droit de l'Italie aux régions irrédimées de l'Adriatique.

Mesdames et Messieurs, je laisse à d'autres paroles plus cultivées et plus autorisées que la mienne, l'honneur de mieux vous éclairer sur l'étendue du terrible danger, pas encore complètement dissipé et de la cause humiliante qui l'a créé et entretenu.

Avant de finir, permettez-moi cependant de jeter un cri d'angoisse et d'avertissement aux grands de la finance. Qu'ils veuillent bien ne pas continuer à abuser par trop de la crédulité des peuples. Nos millions de morts et de blessés ont assez baigné nos champs de leur sang, ils ne l'ont pas fait pour alourdir leur portefeuille et pour laisser couvrir de honte l'humanité.

Pour le droit des nationalités.

La presse chinoise de Paris, vient d'organiser deux belles manifestations, le 26 avril et le 3 juin, au Cercle Français de la Presse Etrangère, la dernière en l'honneur de M. *Kong Siang Ko*, descendant de Confucius et délégué à la Conférence de la Paix.

Parmi les différents orateurs, S. Exc. M. *Hoo Wei Teh*, ministre de Chine en France, ainsi que nos excellents confrères et amis, MM. *Scié Tou Fa* et *Victor Hoo Chi Tsai*, se sont particulièrement fait remarquer par les admirables exposés qu'ils nous firent sur le conflit sino-japonais, en nous montrant l'importance que Kiao-Tcheu et les 40 millions de son hinterland présente pour la nation chinoise, pour la tranquillité de l'Extrême-Orient et donc pour la Paix mondiale.

Les Roumains de Serbie.

M. le D^r A. Popovici, le représentant à Paris des Roumains de Serbie, nous envoie les quelques lignes suivantes, concernant les relations serbo-roumaine, publiées le 30 mars 1919 par le journal *Patris* d'Athènes, l'organe de M. Venizelos:

« La persistance des Serbes dans une politique d'un chauvinisme excessif, particulièrement dans la question du Banat, a tendu les relations des Roumains avec la Serbie. Leur frontière naturelle est le Danube: il y a des siècles qu'ils se fortifient sur ce fleuve. Et c'est juste aujourd'hui, quand la France elle-même, Etat militaire des plus puissants, éprouve le besoin de se garantir par la frontière du Rhin, que les Serbes demandent de passer le Danube. Il est difficilement admissible qu'une pareille demande soit satisfaite. Ils prétendent avoir 300.000 de leurs nationaux au Banat; ils oublient pourtant qu'il y a également 300.000 Roumains dans la vallée du Timok. Les Roumains ne font aucune sorte de propagande, scolaire ou autre, parmi ces populations. Mais si une lutte semblable venait à commencer, le Timok deviendrait une seconde Macédoine...

La situation du Banat.

(*Bulletin du Comité « Trento-Trieste, »* 13 mai 1919)

On mande de Prague que le journal officieux « *Prado Lidu* » publie un important article sur la nécessité d'une alliance entre Roumains, Polonais, Tchécoslovaques et Yougoslaves. Le journal exhorte les Serbes à ne

pas empêcher la conclusion de cette alliance, indispensable au salut du monde, en persistant *dans leurs prétentions excessives sur le Banat*.

— On mande de Bucarest que, contrairement aux engagements formels, les autorités serbes ont commencé le recrutement forcé dans le Banat. Le litige serbo-roumain sur le Banat, n'étant pas encore réglé par la Conférence de Paris; cette nouvelle a produit une vive impression dans l'opinion publique roumaine

Une ligue du Banat.

(*Le Moniteur de Transylvanie*, 11 mai 1919)

Les Roumains du Banat réfugiés à Sibiu viennent de créer une Ligue destinée à mener une vive action de propagande et de clarification de l'opinion publique roumaine et à lutter dans cette direction jusqu'à la complète et définitive libération du Banat intégral, entre la Theiss, le Danube et la Muresh.

Le siège provisoire de la Ligue est à Sibiu ; elle est dirigée par un bureau central composé de 10 membres choisis dans les trois comitats du Banat. Le premier acte de la Ligue a été de rédiger un mémoire qu'elle a remis à M. Maniu, président du Conseil dirigeant.

Un groupe de plus de 300 Roumains du Banat, membres de la Ligue s'est présenté le 6 mai au président du Conseil qui les a reçus avec une vive sympathie et a su trouver les paroles d'encouragement et les promesses destinées à les satisfaire.

Ajoutons que les nouveaux ligueurs demandent que l'armée roumaine occupe aussi le Banat et qu'une administration roumaine soit immédiatement instituée dans cette province

Choses du Banat.

La population roumaine de Lipova (Banat) a envoyé au Conseil Dirigeant un appel demandant l'occupation de la ville par les troupes roumaines. Cet appel a été signé aussi par des notables hongrois de la ville.

Le journal *Pravda* de Belgrade annonce qu'un membre marquant du conseil national des Schwabes de Temesvar a déclaré ouvertement à un de ses rédacteurs que les Allemands du Banat ne veulent pas entendre parler d'une suprématie serbe ou magyare. Les Hongrois surtout ne leur ont fait que du mal.

Protestation contre le martyre de la Transylvanie.

Genève, 25 mai.

Une réunion populaire a été tenue avant-hier à Genève pour protester contre le martyre de la Transylvanie

M. Henry Fazy, vice-président du Conseil d'Etat; M. Duparc, professeur à l'université; M. Lucaciu, membre du gouvernement roumain de Transylvanie, et M. Commène, avocat à Bucarest, ont pris la parole.

La réunion a ensuite voté sans opposition la résolution suivante :

« L'assemblée publique du 23 mai 1919 proteste au nom de la conscience humaine contre le régime odieux auquel a été soumis le peuple latin de Transylvanie et de Hongrie depuis notamment son assujettissement à la Hongrie en 1867.

Elle exprime respectivement à la Conférence de Paris le désir que la question de la libération entière de ce peuple soit dégagée de toute préoccupation financière ou économique et résolue selon le vœu que ce peuple a émis à Alba Julia, le 1^{er} décembre 1918, dans la plus imposante manifestation populaire qui se soit produite au cours des derniers événements ».

A 10 h. 50 la séance était levée

La propagande bulgare redouble.

(*Le Temps*, 23 mai 1919).

On télégraphie de Genève à l'agence des Balkans :

La propagande bulgare, qui n'avait jamais cessé, et qui, à un certain moment, avait forcé les autorités helvétiques à expulser les agitateurs bulgares de la Suisse, redouble actuellement d'activité.

Journaux et brochures tendancieuses se multiplient, étalant l'« innocence » bulgare et soutenant les revendications territoriales des « Prussiens des Balkans ».

Cette propagande a souvent trouvé de l'écho chez certaines gens, dont la bonne foi est facile à surprendre. Ainsi, le *New-York Times* du 17 avril annonce qu'une instruction est ouverte contre certains missionnaires américains, qui avaient mis des capitaux américains au service des œuvres bulgarophiles en Bulgarie, et compromis le gouvernement américain.

Le statut des israélites en Roumanie.

(*Le Temps*, 1^{er} Juin 1919)

On télégraphie de Bucarest :

Un nouveau décret vient de modifier le statut des juifs de Roumanie. désormais, pour acquérir la nationalité roumaine, il leur suffira d'en exprimer le désir selon une formule établie par la loi. La question juive reçoit ainsi une solution complète et définitive. La Roumanie comptera environ 800.000 juifs citoyens roumains. Les journaux israélites sont unanimes à manifester leur satisfaction.

Projet d'un "Palais des Latins".

L'Economiste bien connu M. L. C. Moyse fut appelé à faire au Congrès de « La Semaine Espagnole » une très intéressante communication sur « La Maison Latine » dont il est le promoteur. Nous nous joignons au chaleureux accueil dont notre excellent confrère a été l'objet de la part des Congressistes.

LIVRES ET CONFÉRENCES

N. IORGA, *Histoire des relations entre la France et les Roumains*.
Préface par Charles Bémont, Directeur de la *Revue historique*.
Payot, Paris, 1918, 282 pages in-16.

Parmi les volumes et brochures de propagande publiés par les auteurs français ou roumains pendant la guerre mondiale, pour défendre la thèse roumaine et pour rapprocher les deux pays, il y a lieu de mentionner en première ligne le livre de M. le Professeur Iorga.

Il ne saurait en être autrement; en effet, personne ne pourrait de nos jours parler avec plus de compétence, de nos relations avec la France que ne le fait l'éminent professeur roumain.

Je me rappelle une conférence faite par M. Iorga, en 1911, à l'occasion de l'anniversaire de l'université de Jassy, devant une salle bondée dont le public était composé en grande partie par les représentants savants des principales universités européennes.

A cette époque, comme aujourd'hui, M. Iorga était le « porte-parole de son pays devant le monde savant », suivant l'expression de M. Charles Bémont, dans sa préface. Cependant, si à Jassy il a parlé au monde savant en analysant « les éléments originaux de l'ancienne civilisation roumaine », il s'adresse cette fois au grand public français, et dédie l'ouvrage aux officiers de la mission française en Roumanie.

Quel est le but du livre de M. Iorga? Il le dit lui-même dans son avant-propos: « Le but de l'auteur est de faire savoir au public français, que la politique actuelle de la Roumanie n'est pas une improvisation, ni un caprice, qu'elle répond à d'anciennes traditions et suit le chemin indiqué par le développement historique.

Dans les deux premiers chapitres, M. Iorga passe en revue les relations avec les Roumains au moyen âge mentionne les Français, qui ont été sur le Danube roumain, pendant les croisades du XV^e siècle, les commerçants et les voyageurs du XVI^e siècle, les aventuriers et les missionnaires français en Roumanie au XVII^e siècle, les princes phanariotes et les amis français dont ils s'entouraient; il parle également des écrivains français qui se sont occupés les premiers des principautés roumaines. Il accorde une attention particulière aux chapitres suivants, où il traite de la Révolution française et de la répercussion qu'elle a eue sur les Roumains. Devant nous, comme dans une succession caléidoscopique, passent les voévodes roumains, les princes étrangers, des écrivains, des hommes d'Etat, des artistes, dans l'atmosphère de leur époque, avec

les tendances de leur individualité analysées par M. Iorga, dans des descriptions où la science de l'auteur trouve son meilleur emploi.

Ceux qui désirent connaître les relations entre la France et la Roumanie ne manqueront pas de consulter le présent ouvrage, lequel n'est d'ailleurs qu'une petite partie de l'activité historique considérable de M. Iorga.

Nous profitons de cette occasion pour attirer l'attention du public français qui désire être renseigné sur les nationalités de l'ancienne Hongrie, sur les deux volumes précédemment publiés par M. le professeur Iorga: *Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie* (1915-16). Dans ces deux volumes, les Français trouveront une source inépuisable d'observations et de données concrètes concernant l'état des Roumains de Transylvanie.

Un écrivain allemand s'est écrié un jour en analysant, dans une revue historique, une œuvre de M. le professeur Iorga: « Quel dommage que ce travail d'érudition n'ait pas été fait par un Allemand ! »

Les Français peuvent, à juste titre, revendiquer M. Iorga comme un de ceux qui font honneur à l'enseignement de leurs écoles; en effet, non seulement cet historien est un grand patriote roumain, mais il peut se réclamer également de la science et de l'esprit français.

Les Roumains de Bulgarie et de Serbie, par G. VALSAN, Paris, 1918, chez Gauthier-Villars; une brochure de 24 pages, avec des cartes.

Ceux qui veulent connaître le problème des Roumains de Bulgarie et de Serbie doivent lire en entier l'ouvrage de M. Valsan, professeur à l'Université de Jassy.

Avant la guerre mondiale, MM. Valsan et J. Jiugléa ont entrepris un voyage d'études dans les contrées habitées par les Roumains en Bulgarie et en Serbie. Ce voyage a donné des fruits abondants: l'élément roumain des pays ci-dessus a été étudié au triple point de vue géographique, ethnographique et philologique.

Une partie de cette étude a été traduite par M. O. Tafrali, professeur d'archéologie à l'Université de Jassy. M. Tafrali ajoute quelques notes et annexes à la traduction et ajoute en dehors de quelques photographies ethnographiques réussies, quelques remarques sur les Roumains de Macédoine.

ALEXANDRE ANDRÉ, *Les problèmes de l'Europe Centrale*, 1918, Le Havre, Imprimerie du *Journal du Havre*.

On voit que M. André est un journaliste, à la manière dont il

rend compte des livres qu'il utilise, dont il aborde un problème qu'il tâche de rendre accessible à l'esprit du lecteur français.

M. André a assumé la charge de faire connaître aux Français les problèmes de l'Europe Centrale dans de brefs articles où il récapitule ses lectures sur les Roumains, les Tchèques, les Yougo-Slaves, les Hongrois, etc.

Nous rendons hommage à M. André pour ce travail de vulgarisation des connaissances sur les peuples de l'Europe Centrale. Les sources dont il s'est servi sont excellentes; son ouvrage mérite d'être répandu parmi les Français qui ont le désir de nous connaître.

On ne peut prononcer que des paroles d'éloges à propos des trois conférences tenues dernièrement à Paris, et qui viennent de paraître en brochure.

La première est *la conférence de M. GAVANESCO*, professeur à l'Université de Jassy qui traite de *l'âme roumaine dans la guerre mondiale*.

Le sujet de la seconde, tenue par M. LE D^r N. LUPU, ancien député au Parlement roumain est *la Roumanie et ses problèmes vitaux*; la troisième c'est *la conférence de M. ADRIEN LE CORBEAU* sur *« L'exceptionnelle parenté (affinités franco-roumaines) »*.

Un professeur universitaire, un médecin, ancien député, et un écrivain, lecteur d'une grande maison de Paris! Tous les trois désirent faire connaître la Roumanie au public français et font dans ce but de la propagande à l'Ecole des Hautes Etudes sociales (Gavanesco), à la société « Foi et vie » (Lupu), à la salle Gaveau (Le Corbeau).

Le professeur Gavanesco accentue surtout la partie historique et artistique; M. Lupu s'occupe particulièrement de la partie économique en appuyant ses affirmations d'une documentation abondante; M. Le Corbeau est préoccupé particulièrement par la structure psychique des peuples français et roumains.

Le premier des ouvrages ci-dessus est publié dans l'édition du journal *La Roumanie*, dans la collection des publications qu'ont fait paraître les professeurs universitaires roumains se trouvant à Paris.

Ces brochures seront une contribution utile à la cause roumaine; elle feront certainement mieux connaître au public français notre pays et notre peuple.

HORIA PETRESCO,
*Professeur à Sibiu (Transylvanie),
Correspondant du journal « Patria ».*

Conférence de Madame Sacha Miroff sur les sacrifices roumains.

Mme Sacha Mirof a fait le 22 avril 1919, à la Salle des Agriculteurs, une conférence très applaudie sur les sacrifices roumains pendant la guerre mondiale; nous regrettons de ne pouvoir la reproduire intégralement dans notre bulletin. Mme Mirof fait un récit documenté et émouvant des causes qui ont déterminé l'entrée en guerre de la Roumanie, elle décrit l'incomparable héroïsme du soldat roumain, les souffrances indicibles de l'armée et de la population civile, cruellement éprouvées par la disette et par les épidémies; elle nous raconte les premiers espoirs, l'inévitable défaite, la résistance tenace, le triomphe final de ces pays roumains qui ont tant souffert.

Nous reproduisons quelques fragments de la péroraison de cette belle conférence:

.....

L'offensive du mois de septembre 1917 ouvrit les yeux des Alliés sur la véritable valeur de ces troupes. Leur élan fut admirable; les officiers et soldats jetaient loin d'eux casque et tunique et se ruaient sauvagement sur l'ennemi. Ah, oui! sauvagement; je vous l'ai dit, quand il s'agit de défendre son territoire, le Roumain devient féroce. On trouva des cadavres de soldats mordant encore les fils de fer barbelés; ils avaient tenté de briser cet obstacle avec leurs dents et avaient été tués là.

Avec de telles troupes, tous les espoirs étaient permis; mais les Russes reculèrent une fois encore; l'ordre vint de Pétrograd d'arrêter l'offensive et les Roumains obéirent en pleurant de rage. Ils ne pouvaient se mesurer, seuls, contre tous leurs ennemis, s'ils ne voulaient perdre le dernier morceau de Roumanie qui les abritait encore.

L'armistice russe vint mettre le comble au tragique de la situation. Prise entre ses ennemis et la trahison maximaliste, la Roumanie était broyée en quelques jours, c'était l'écrasement immédiat sans aucun profit pour les Alliés. Les Roumains acceptaient toutes les douleurs; ils acceptaient la mort, mais ils voulaient mourir en beauté, non se laisser assassiner par la plus lâche des trahisons. Ils signèrent donc l'armistice; en toute justice, que pouvaient-ils faire d'autre?

Alors, commencèrent pour la Roumanie les jours les plus noirs, et Dieu sait si elle en avait vu! ceux où séparée du reste du monde,

de ses amis, de ses alliés, sans vivres, sans munitions, suspectée par les uns, trahie par les autres, elle fut amenée à subir cette soi-disant paix qui ne fut que l'occupation déguisée.

Jamais cette paix n'a été consentie par le peuple roumain ! Ligoté, écrasé, il attendait la première lueur d'espoir pour bondir à la gorge de l'envahisseur et les soldats disaient à leur roi : « Ne signe pas cette paix, mets-toi au milieu de nous, tu verras si nous saurons te défendre ! », et le paysan crachait son mépris à la face de l'Allemand et parfois, sur une route, l'abattait d'un coup de fusil.

Est-ce une Roumanie pacifiée que Mackensen eût obstinément occupée avec son armée, alors que sa présence eût été si utile sur le front occidental ? Pendant dix mois, ces soldats du vol et du crime affamèrent les paysans, les contraignirent à travailler pour eux sous peine de mort, cependant que leur digne chef, le maréchal Mackensen, poussait l'impudence jusqu'à boire dans un banquet entre Allemands et traîtres, sur le sol roumain, avec du vin roumain, à l'amitié des Allemands et des Roumains.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

« La Roumanie a payé d'un prix terrible le droit pour tous ses enfants, à la vie, à la liberté.

Le jour où le général Berthelot fut contraint, par un simulacre de paix, à quitter la Roumanie, il dit aux soldats roumains qui le regardaient partir, l'âme en deuil, ces mots prophétiques : « Je reviendrai, au revoir ! » Il a tenu parole, il est retourné au milieu d'eux ; c'est sous ses ordres que l'armée roumaine s'apprêtait à reprendre la lutte, c'est à sa suite que le peuple roumain est entré à Bucarest.

Depuis lors, cinq mois se sont écoulés et, tandis que dans les pays de l'Entente la vie renaît, la Roumanie, entre la famine, les bolcheviks et ses ennemis qui relèvent la tête, se bat toujours, le ventre creux.

Croyez-vous qu'ils soient nombreux les peuples qui, environnés de tant d'éléments perturbateurs, supporteraient des coups répétés avec cette dignité, ce stoïcisme ?

Dans ce pays, naguère riche et prospère, le kilo de pain coûte 7 fr. et l'on frémit en songeant qu'il faut plusieurs fois 7 fr. par jour aux familles nombreuses, pour ne manger que du pain. Le kilo de pommes de terre coûte 10 fr. ; 80 fr. le kilo de sucre ; quant à la viande, que seuls les riches peuvent s'offrir, 100 ou 150 grammes, trois fois par mois,

constituent le maximum de ce qu'ils peuvent acheter. Que peuvent faire les pauvres, ceux qui n'ont que quelques sous à dépenser par jour, sinon mourir !

On m'a conté le cas d'un Roumain de situation aisée, arrivé à Paris depuis un mois et qui, invité à déjeuner par un compatriote, à sa descente du train, quand il vit sur la table le beau pain que nous mangeons ici, mais un pain tout entier, il le prit entre ses bras, le serra contre lui, tandis que de grosses larmes roulaient sur ses joues.

Mais vous avez entendu le cri de détresse des Roumains et vous ne voulez pas que la Roumanie, cette amie des heures mauvaises, cette alliée qui a saigné, qui saigne encore pour la même cause que vous, succombe à la faim ou que, dépecée par les Bolcheviks, Hongrois et Bulgares, elle soit rayée de la carte d'Europe ; non, vous ne voulez pas que cette iniquité s'accomplisse, car vous êtes ce même peuple qui disait : « L'intérêt de la France est partout où il y a une cause juste à faire prévaloir ».

Pour avoir mis toute sa confiance dans les Alliés, pour avoir eu foi dans le triomphe du droit, la Roumanie, plus grande et toujours vivante, partagera, au jour de la paix, l'ivresse de la victoire. Hier petite, grande demain, elle fut et restera l'alliée loyale, reconnaissante et fidèle, qui aime la France assez ardemment pour l'avoir acclamée jusque sous la botte allemande et qui, vous me croyez, n'est-ce pas ! fêtera son retour à la vie aux cris de : « Vive la France ! »

N. BASILESCO, *La réforme agraire en Roumanie*. Ed. Félix Alcan, Paris, 1919, 291 + VI pages.

Dans le volume récemment paru sur la réforme agraire en Roumanie, M. BasileSCO publie le grand discours qu'il a prononcé à ce sujet dans les séances du 26 et 27 mai 1917, de l'Assemblée Constituante de Jassy, appelée justement à réaliser le partage des terres aux paysans et à rédiger un statut électoral plus conforme aux exigences d'une démocratie moderne. Précédé d'un avant-propos et d'une introduction, qui donnent les précisions nécessaires à l'intelligence de la question, suivi par les textes du projet personnel de M. BasileSCO, de celui du gouvernement voté par l'Assemblée Constituante, de celui enfin, du décret-loi du 15/28 décembre 1918, qui réalisa hâtivement la réforme, le discours de M. BasileSCO est un exposé complet de la

question agraire en Roumanie: le problème est étudié sous le triple aspect historique, économique et juridique.

Le livre porte la marque de l'auteur: la précision dans les détails, l'abondance et la sûreté de la documentation n'en obscurcissent pas la clarté et ne font pas languir l'intérêt du lecteur. Prononcé pourtant dans le feu de l'action, le discours est dépourvu d'indulgence pour le projet du gouvernement; rédigé en hâte, de même que le décret-loi déjà cité, celui-là prêtait, en effet, à la critique. Mais dans les circonstances difficiles que le pays a traversées pendant la guerre européenne, l'essentiel était de réaliser à n'importe quel prix la réforme agraire, qui était devenue un élément constant d'inquiétude sociale. Différer la solution de la question aurait été à la fois une imprudence et une injustice. Une réforme urgente, fût-elle imparfaite, valait mieux que l'inaction de tous les gouvernements successifs qui, sciemment ou non, ont ignoré ou négligé la question. Aujourd'hui, la réforme est faite: elle répondait à un besoin urgent. Elle est, sans doute, imparfaite, elle n'est pas à l'abri des critiques, elle aura besoin d'être amendée à l'avenir. Dans cette œuvre de perfectionnement, les critiques, les connaissances et les projets de M. Basilescu constitueront un apport de premier ordre.

Nicolas BASILESCO: *La Roumanie dans la guerre et dans la paix*. 2 vol., éd. Félix Alcan, Paris 1919 (Tome I: *La Roumanie dans la guerre*; tome II: *La Roumanie dans la paix*); 373 + 339 pages.

M. N. Basilescu, ancien député, avocat et professeur d'économie politique à l'École de Droit de Bucarest, vient de publier deux intéressants volumes sur la Roumanie moderne, consacrés, le premier à la guerre roumaine, le second aux grands problèmes d'ordre politique, économique, financier et social, qui s'imposent à l'attention des hommes d'État de la Roumanie actuelle. Ancien député de la Constituante, appelée à faire les grandes réformes agraire et électorale, juriste et économiste, spécialiste de la question agraire, peu de personnes eussent été aussi qualifiées que M. Basilescu à donner un aperçu complet de ce qu'a été la Roumanie d'hier, de ce que sera la Roumanie de demain. Aussi les deux volumes qu'il vient de publier dépassent-ils par l'abondance et la précision de la documentation, par l'ampleur des développements, de même que par l'esprit scientifique qui les anime, la portée habituelle des ouvrages de propagande.

La guerre roumaine de 1916-17, les négociations de la paix de Bu-

carest et le traité draconien qui y fut élaboré par les puissances centrales acharnées à la destruction politique et à l'asservissement économique de la Roumanie, la démonstration de la nullité de la paix de Von Kühlmann, les revendications roumaines et particulièrement celle du Banat, font l'objet du premier volume. M. Basilescu insiste avec raison dans la première partie du volume sur les titres juridiques incontestables, créés à la Roumanie par le traité conclu avec la France, l'Angleterre et l'Italie le 16 août 1916. Contrairement à la thèse yougo-slave les stipulations de ce traité sont opposables à la Serbie, qui n'existait plus en fait à l'époque de leur conclusion. D'ailleurs les États, qui ont fait la guerre pour le respect des traités ne sauraient considérer le traité avec la Roumanie comme un simple « chiffon de papier ». M. Basilescu en exprime le ferme espoir.

Le second volume est un exposé complet des questions politiques, économiques, sociales, etc., qui se posent avec acuité dans la Roumanie nouvelle: la question paysanne, la question israélite, les réformes administratives, scolaires, économiques et financières, rien n'échappe à l'attention de M. Basilescu. Chacun de ces grands problèmes est étudié d'une manière méthodique et complète avec la préoccupation constante d'un large esprit démocratique, qui anime tout l'ouvrage et qui en rend la lecture d'autant plus attrayante.

Ouvrage intéressant et documenté, clairement et sincèrement écrit, le livre de l'économiste roumain est aussi utile aux étrangers qui veulent se documenter sur la Roumanie, qu'aux Roumains, qui peuvent trouver dans une étude d'ensemble des données abondantes sur l'histoire et la solution des grandes réformes, qui doivent faire de la Roumanie moderne une grande Roumanie. Aussi ne saurions-nous faire un meilleur éloge des volumes de M. Basilescu que d'en recommander vivement la lecture.

J. L.

Conférence de M. Jean Pillat sur le Banat de Temeshvar

Le secrétaire de la Délégation des roumains de Transylvanie, de Hongrie et du Banat à la Conférence de la Paix, M. J. Pillat, a fait un brillant exposé sur cette dernière province, le 26 avril, à la Salle des Fêtes de la Mairie du X^e arr. Nous regrettons également de ne pouvoir

donner qu'un faible résumé de cette question vitale qui, à l'heure présente passionne au paroxysme toutes les âmes roumaines.

Le conférencier nous montre d'abord le Banat comme « une cellule du grand organisme de la patrie roumaine », n'étant « qu'une partie du tout » ; que « l'organisme ne pourra pas vivre séparé de cette cellule » et qu'enfin « le Banat pris isolément est lui aussi indivisible ». Cette parfaite et admirable *unité du Banat*, nous est montrée, sous ses quatre aspects : *historique, géographique, économique et ethnographique*.

Le Torontal, soit la partie occidentale de cette province latine se trouvant en litige et les Serbes prétendant l'avoir toujours occupé, notre compatriote nous prouve bien le contraire, en nous citant une statistique autrichienne de 1719, qui démontre qu'au XVIII^e siècle, les Slaves n'habitaient pas cette région « qu'ils ont colonisée par la suite ». Voici selon elle quelques chiffres d'habitation : « du nombre total de 662 villages avec 21.279 maisons dans le Banat entier, 581 villages (aujourd'hui 585) avec 19.481 maisons se trouvaient dans la région de Caras-Severin et de Temes, et seulement 81 villages (aujourd'hui 208) avec 1.798 maisons dans la région *occidentale du Torontal* ».

Le Banat est pour la Roumanie transcarpathique ou occidentale, ce que la Dodrogea était pour l'ancien royaume. C'est notre *second poumon économique*. Cette nécessité archi-vitale pour tout pays, se trouve également reconnue et consacrée dans les quatorze points du Président Wilson.

Le passage sur « l'unité économique et voies de communication », nous le reproduisons *in-extenso* :

« UNITÉ ÉCONOMIQUE ET VOIES DE COMMUNICATION »

« A cette unité géographique correspond une unité économique. Les productions de la plaine complètent celles de la montagne et des collines, et les grands troupeaux que la transhumance fait, le froid venu, redescendre vers les plaines, sont un lien vivant entre des régions qui l'une par l'autre. La géographie humaine même ici, complète heureusement la disposition physique du sol. C'est la population trop dense des montagnes qui va chercher sous la forme d'ouvriers agricoles le travail rémunérateur dans les grands domaines agricoles du Torontal. Toute frontière à l'intérieur du Banat ne ferait pas seulement dépérir la vie économique de la région, mais encore, empêcherait le transport de ses produits. Le Banat, en vérité, est déjà doué d'un

important réseau de voies de communications fluviales. Le comitat de Torontal commande à la fois l'embouchure du Moresh dans la Theiss et celle de la Theiss dans le Danube. D'après les statistiques officielles hongroises, le Banat possède 666 km. approximativement de voies navigables sur lesquelles, le Danube en compte 250, la Theiss 180, le Moresh 118, et le grand canal de Bega de Temesvar à la Theiss 115 km. L'importance de ces voies économiques avant la guerre, quoique la Hongrie déviât le flot de ces marchandises vers Fiume a été assez considérable. Sur la Bega seule, le mouvement accuse plus de 400.000 tonnes de marchandises, et plus de 8.500 troncs de sapins provenant des montagnes du Banat. Les deux lignes de chemins de fer existantes: Segedin-Temes-Orsova et Arad-Temes-Versec-Danube, traversent le Banat du N.-W. au S.-E. et du N. au S.

De ces quelques données, il résulte qu'une frontière n'assurant pas la possession du Banat entier à la Roumanie, détruirait complètement la possibilité d'utiliser ces voies navigables. Un coup d'œil jeté sur cette carte vous montre aisément que la possession par les Serbes d'une partie même du Torontal leur permettra un contrôle de tout le mouvement convergent vers le Danube international et par répercussion, une influence économique sur les pays producteurs.

Voici enfin, la conclusion de la patriotique causerie de M. Pillat:

« Nous avons vu que l'organisme roumain ne pouvait pas vivre et se développer sans le Banat. Nous avons, je crois, montré la profonde unité que le Banat forme par lui-même, et qu'il ne peut pas davantage être partagé en Banat occidental et oriental comme le veulent les Serbes, qu'il ne peut être séparé du grand système ethnique, géographique et économique qui ayant le plateau transylvain pour centre s'appuie sur le Danube, la Theiss et le Dniester. Si, par je ne sais quelle fausse générosité, le Banat venait à perdre du fait de son attribution en partie aux Serbes, son ancienne unité, c'est tout le système de la grande Roumanie, qui serait en danger. C'est parce que nous sommes des amis convaincus du peuple serbe, c'est parce que nous avons vécu pendant dix siècles en bonne intelligence avec nos voisins transdanubiens, que nous ne voulons pas que les Serbes passent le Danube, car quelle serait la force au monde ou le principe humain, qui pourrait nous empêcher alors de revendiquer à notre tour le bloc compact que forme entre le Timoc, la Morava et le Danube, les 300.000 Roumains de Serbie. »

« Ce n'est pas au moment où la civilisation occidentale dont la France est l'admirable porte-flambeau, se voit menacée par la barbarie

bolchevique, ce n'est pas au moment où avec la Pologne, latine de religion, la Roumanie, latine de race, mène le bon combat aux portes de l'Asie des Mongols et des Huns, que nous craignons le verdict de la Conférence. Ce verdict ne peut nous être que favorable, si l'Europe veut faire acte de justice pour le présent, et de paix pour l'avenir. »

C. D. M.

N. JORGA. — PAGES ROUMAINES. — Préface de *Ch. de la Roncière*, 107 pages. Chez Berger-Levrault, Paris 1918. — Le grand historien roumain a traduit à l'usage du public français quelques-uns des nombreux articles publiés à Jassy en 1917, dans son journal le *Neamul Romanesc*. Il y commentait chaque jour les événements les plus saillants de la politique européenne ou de la guerre mondiale avec cette ampleur de vues et cette documentation abondante qui rendent toujours intéressantes les moindres manifestations du brillant écrivain. Les grands Etats européens — surtout l'Autriche-Hongrie — quelques acteurs du grand drame, quelques analyses psychologiques et quelques exposés historiques forment la matière du présent volume; en publiant en français ces quelques pages écrites primitivement pour le public et les soldats roumains, qui lisaient sur le front son journal, M. Jorga rend un hommage public à la France et surtout à ces officiers Français « que nous n'oublierons jamais », ces officiers pour qui « le danger est une patrie et le départ à l'assaut un étendard français ».

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Articles parus dernièrement sur les Roumains.

The Balkan Review, avril 1919, PAVLE PAVLOVITCH: Bulgaria and the Balkan alliance. — *The New Europe*, 8 mai 1919, The Western Powers and the Settlement in the East. — *Mercure de France*, 16 mai 1919, Bibliographie Politique, par E. LALOY. — *Journal de Genève*, 17 mai 1919, N. VILENSKY: La Bessarabie et les Roumains. — *La République*, 17 mai 1919, COMMANDANT DE CIVRIEUX: La guerre en Orient. — *Le Petit Parisien*, 20 mai 1919: Une question difficile (Le sort du Banat). — *La Patrie*, 16 mai 1919: Chez les Roumains (Un pays sacrifié), interview de M. GEORGES MIRONESCO. — *L'Information*, 7 mai 1919: La question juive en Roumanie. — *Le Figaro*, 6 mai 1919, ROBERT DE FLERS: Les marionnettes de Berlin. — *Journal des Débats*, 6 mai 1919, Les restrictions à l'importation en Roumanie. — *Le Messin*, 14 avril 1919: France-Pologne-Roumanie. — *L'Action Latine*, 12 avril 1919: La grande pitié du royaume roumain. — *La Serbie* (Genève), SMOPLAKA: Les revendications territoriales sud-slaves. — *Revue des Balkans*, avril 1919: La Reine de Roumanie en France. — *La République russe*, 15 avril 1919, MARK STONIME: L'annexion de la Bessarabie. — *Journal de Genève*, 3 mai 1919: La situation économique de la Roumanie. — *La Serbe* (Genève), 7 mai 1919: Le rôle de la Roumanie dans la guerre. — *Ibid.*, Ed. BAUTY: La Conférence de Paris et l'avenir. — *Daily Telegraph*, 10 avril 1919, ASHMEAD-BARTLETT: Gen. Smuts's mission to Hungary. — *Revue des Balkans*, avril 1919, M. D. MARINKOVITCH: Une solution du problème italo-slave. — *Courrier des Etats-Unis*, 6 avril 1919, LUCIEN CORPECHOT: Une Reine (A propos de la visite de la reine de Roumanie à Paris). — *La Nouvelle Revue*, 1^{er} mai 1919, C.-D. MAVRODIN: Communication fluviale entre

la France et la Roumanie. — *La Dépêche Coloniale*, 28 avril 1919: Les Français au Banat. — *La Dépêche de Toulouse*, 17 avril 1919, VIATOR: La question du Banat. — *Courrier des Etats-Unis*, 7 avril 1919: La Reine de Roumanie grand-croix de la Légion d'honneur. — *Le Pays*, 9 mai 1919: Explication d'un incident franco-roumain. — *New Europe*, 1^{er} mai 1919: Magyar propaganda against Roumania. — *La France Nouvelle*, février 1919, PAUL GAULTIER: La tragédie roumaine. — *Reichspost* (Vienne), 4 mai 1919, HEINRICH HINK: Rumänien nach dem Kriege. — *Bonsoir*, 9 mai 1919: L'offensive roumaine. — *L'Economiste Parlementaire*, 1^{er} mai 1919, S. SERBESCO: Les relations économiques franco-roumaines. — *L'Exportateur Français*, 3 avril 1919, G. ARAFIU: Les richesses économiques de la Roumanie de demain. — *La France Libre*, 26 avril 1919: Le parti socialiste de la nouvelle Roumanie. — *Le Temps*, 26 avril 1919: Les Français au Banat. — *L'Eclair*, 28 avril 1919, CAPITAINE TONAQUE: Que se passe-t-il sur le front roumain? — *Le Petit Bleu*, 27 avril 1919: Roumains et Yougo-Slaves. — *Bonsoir*, 28 avril 1919, JACQUES DYSSORD: Ce que pense de l'avance roumaine le Général Hiesco. — *Journal des Débats*, 27 avril 1919, G. ASLAN: La détresse de la Roumanie. — *La Victoire*, 21 mai 1919, GUSTAVE HERVÉ: La question juive à la Conférence. — *Journal de Genève*, 20 mai 1919, W. M.: La reconstruction de l'Autriche-Hongrie. — *L'Action Française*, 22 mai 1919, J.-B.: Les besoins de la Roumanie. — *L'Impartial Suisse* (Lausanne), 26 avril 1919, RAOUL SIEGRIST: La Question de la Dobroudja. — *L'Action Française*, 21 mai 1919, J. B.: N'oublions ni nos alliés ni nous-mêmes. — *Le Petit Bleu*, 23 mai 1919, EUGÈNE DESTEZ: La Roumanie. — *Journal de Genève*, 21 mai 1919, N.-P. COMNÈNE: La Bessarabie et les Roumains. — *Le Figaro*, 21 mai 1919, ROBERT DE FLERS: Ne pleurons pas, ou La Route de Bucarest à Versailles. — *Gazette de Lausanne*, 9 avril 1919, GEORGES POPP: Hongrois et Roumains La volonté de la Transylvanie. — *Lectures pour Tous*, 1^{er} avril 1919: Ce que nous a dit la Reine de Roumanie.

BCU Cluj / Central University Library Cluj



leur confiance et peut-être leur amitié. Et ceci nous prépare un avenir plein de dangers, car nous aurons besoin d'amitiés continentales pour notre sécurité, et particulièrement d'amitiés dans l'Est du continent.

A un autre point de vue, ce que l'on croit savoir est encore plus anormal. Un chemin de fer qui va de Temesvar au Danube et qui est comme l'épine dorsale du Banat, verrait ses deux extrémités remises aux Roumains, mais serait coupé sur son deuxième tiers pour passer en territoire yougo-slave, entre Versetz et Weinthirch sous prétexte qu'il y a là un flot serbe.

Mais dans les avancées stratégiques de Belgrade il y aura dans le triangle Versetz-Ugadin-Hubin (ou à peu près), un large territoire uniquement peuplé de Roumains.

Il y a mieux encore. La Roumanie ne réclame rien de la vaste contrée qui, au sud du Danube, s'étend entre la Mlava et le Timoc, qui mesure environ cent vingt kilomètres d'ouest en est et cent kilomètres du nord au sud et qui est entièrement peuplée de Roumains. Elle ne la réclame pas et on ne la lui offre pas, bien entendu. Il faudrait, tout de même, ne pas avoir deux poids et deux mesures et ne pas appliquer les principes du premier au quatorzième selon une fantaisie qui est toujours avantageuse pour les mêmes et qui supprime lesdits principes lorsqu'ils sont gênants à la politique que l'on veut suivre, aux intérêts que l'on veut défendre, pour les reprendre dès qu'ils sont favorables à cette politique ou à ces intérêts.

C. HENNE.

LES COUTZO-VALAQUES

(La France du 17 mai 1919)

Mais il est certaines populations qui, ayant émis des vœux très précis et ayant envoyé une délégation régulière à la Conférence ne savent pas encore quel sera leur sort et s'il correspondra aux vœux formulés. Telle est la situation des Coutzo-Valaques du Pinde.

Occupant entre l'Épire et la Thessalie un territoire d'environ quatre mille kilomètres, ils constituent une population de cent trente mille âmes qui ne veut à aucun prix être réunie

ni à l'Albanie, ni à la Grèce, ni à la Serbie et qui réclame son autonomie dans de certaines conditions. Elle fait valoir que la réunion à l'un des trois Etats susdits provoquerait sa disparition totale.

Elle montre qu'à travers les siècles ses voisins ont poursuivi sans arrêt — et d'ailleurs en vain — son extermination. Chacun a essayé de réduire les Coutzo-Valaques en esclavage et ce n'est qu'au siècle dernier qu'ils ont perdu leur indépendance politique.

Mais ils ont gardé leur langue leur culture et leur rite religieux. A l'heure présente encore, leurs voisins cherchent à les faire disparaître, à leur imposer leur langue et leur religion. La Grèce a trouvé un moyen fort pratique consistant à mettre la main sur les forêts, seuls moyens d'existence des Coutzo-Valaques ou Macédo-Roumains du Pinde. Si cette mesure s'étend — ce qui ne peut manquer dans le cas où le Pinde et ses habitants seraient donnés à la Grèce — les Coutzo-Valaques ne pourront que se soumettre à l'hellénisation ou s'expatrier, en un mot ils ne pourront que disparaître comme nation.

A l'heure où la Conférence ménage les intérêts des Germains, à l'heure où elle va donner l'autonomie et la personnalité politique à tous les peuples des Balkans et d'Asie Mineure même les moins civilisés, il n'est pas possible qu'on abandonne les Macédo-Roumains et qu'on n'écoute pas leurs revendications. Il n'est pas possible qu'on les voue à l'anéantissement complet; nous ne trouvons rien qui pourrait expliquer ce fait dans aucun des principes de M. Wilson et nous n'avons pas intérêt à entretenir les haines de race à la surface du globe en ne faisant jouer le principe des nationalités que dans certains cas qui sont toujours favorables aux mêmes nations.

D'ailleurs, dans la situation qu'ils occupent les Coutzo-Valaques du Pinde pourront rendre les plus grands services en jouant le rôle d'Etat-tampon qui évitera peut-être bien des querelles entre certains peuples dont le voisinage pourrait bien être une occasion perpétuelle de conflits.

C. HENNE.

MORALE INTERNATIONALE
ET FINANCE INTERNATIONALE

(La Roumanie, 8 mai 1919)

Ainsi la recherche logique et le développement des faits concordent pour nous conduire à ce résultat : la finance internationale a porté les plus graves atteintes à la réalisation des principes du droit, à celle de la justice et de la morale internationale.

Du reste, en toute occasion, les intérêts de la finance internationale, coïncident avec ceux de l'Allemagne et sont contraires à l'application de la justice et du droit. Et si plus de droit, plus de justice, plus de vérité doivent dorénavant, de par le triomphe de l'Entente, avoir lieu dans les sociétés modernes, il faut nécessairement que moins de force et moins de prestige soit accordé aux affaires, à certaines affaires surtout, qui ne sont que la spéculation éhontée sur l'argent des autres et à la finance internationale qui est la trame, le tissu d'iniquité et de spoliation répandu sur le monde.

Le règne de la morale internationale ne peut aller de pair avec la continuation de celui de la finance internationale : il faut choisir entre l'un et l'autre. Le second est, à proprement parler, le système de vie de l'Allemagne, qu'elle a emprunté — en le développant, l'organisant et en l'étayant sur la domination de la force brutale — à la mentalité de lucre et usurière de tous les siècles, système de l'amoralité foncière, de la suprématie des richesses et des choses, sur les données d'ordre idéal.

Le premier est le système français, gréco-latin, auquel ont adhéré les pays de l'Entente, et qui entend que les valeurs d'ordre moral, droit, justice, honneur, passent avant les intérêts matériels et les dominent.

Il serait malheureux qu'après avoir vaincu par tant d'efforts dans cette foi et cette volonté les peuples de l'Entente voient revenir sous

la forme insidieuse, hypocrite et corruptrice des intérêts industriels et commerciaux, le système de vie honni et dégradant de l'Allemagne, dont la finance internationale n'est qu'une des formes de réalisation.

Il faut avoir le courage de dénoncer le mal, pour essayer d'en éviter les assauts corrupteurs.

CONSTANTIN M. SIPSOM,
Professeur à l'Université de Bucarest

COLLABORATION : OUI;

EXPLOITATION : NON

(Bulletin d'Informations Roumaines
27 mai 1919)

A qui la Roumanie s'adressera-t-elle ?

La réponse à cette question est facile à donner : la Roumanie s'adressera à tous ses Alliés : Français, Anglais, Américains, Italiens seront invités à donner leur collaboration

Et si vous demandez : Mais quels seront les préférés ? — Je vous répondrai : les plus habiles.

Et les plus habiles seront ceux qui considèrent la Roumanie, non comme un pays à exploiter — avec le sens péjoratif qui s'attache à ce mot — mais un pays fertile, riche, accueillant, hospitalier, où le labeur honnête est largement récompensé.

Il faut à la Roumanie des collaborateurs sérieux, des hommes de valeur et de talent, et des travailleurs. Il faut à ce pays des fournisseurs étrangers de bonne foi, non des trafiquants qui lui envoient de la camelote « bonne pour l'Orient ».

Les plus habiles, ceux que la Roumanie préfère parmi ses alliés, ce sont tout simplement les plus honnêtes.

Si nous insistons sur ce point, c'est qu'il nous semble que les besoins urgents de la Roumanie, — besoins que tout le monde connaît — a suscité une propension fâcheuse à la spéculation de la part de nombreux industriels et commerçants.

ED. GUÉRIVE.